

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21717]

26 MAI 2021. — Arrêté ministériel décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith (planche 50/6), d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, ainsi qu'à supprimer un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé) au lieu-dit « carrières de la Warche », à la demande de la S.A. « Nelles Frères », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction, de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024 approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019;

Vu le Code du développement territorial (CoDT), les articles D.II.48, § 5 et D.VIII.33;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith, adopté définitivement par arrêté royal du 19 novembre 1979, et ses révisions ultérieures, notamment la révision adoptée définitivement le 17 décembre 1997 sur le site des carrières de la Warche;

Exposé de la demande

Considérant que la S.A. « Nelles Frères » a introduit auprès du Gouvernement wallon, une demande de révision du plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith portant sur l'inscription de quatre zones d'extraction, devenant zones naturelles au terme de l'exploitation, et d'une zone de dépendances d'extraction sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé), en extension d'une zone de dépendances d'extraction située au lieu-dit « carrières de la Warche », afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction existante;

Considérant que la demande a été introduite le 11 mars 2020 auprès du Ministre de l'aménagement du territoire, en application de l'article D.II.48, § 3, du CoDT; qu'elle est accompagnée :

1. d'un dossier de base comprenant :

- la justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1 du CoDT;

- le périmètre concerné;

- la situation existante de fait et de droit;

- un rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues, compte tenu notamment des besoins auxquels répond la révision projetée, des disponibilités foncières en zones destinées à l'urbanisation et de leur accessibilité;

- une proposition d'avant-projet établie au 1/10 000^e;

- un addendum concernant le charroi (ajouté après la réunion d'information préalable);

2. des éléments relatifs au déroulement de la procédure d'information du public;

3. de l'avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Malmedy;

4. de la délibération du conseil communal de Malmedy;

Localisation et objet de la demande de révision du plan de secteur

Considérant que les carrières de la Warche se situent dans l'est de la province de Liège, sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé), en rive droite de la Warche et environ 6 km en aval du barrage de Robertville;

Considérant que les carrières de la Warche sont localisées au sein d'un vaste espace boisé qui borde la rivière; que les villages et hameaux les plus proches des carrières sont :

- au sud-ouest, le village de Bévercé, dont le centre est situé à environ 1,2 km;

- au nord, le village de Mont, dont le centre est situé à environ 0,5 km;

- au nord-est, le village de Xhoffraix, dont le centre est situé à environ 1,4 km;

- au sud, les hameaux de Chôdes et Gdoûmont dont les centres sont situés à environ 1,4 km;

Considérant que la S.A. « Nelles Frères », société familiale fondée en 1962, y exploite des quartzophyllades et des phyllades, aussi appelés grès schisteux, destinés à la production de pierres ornementales et de granulats pour les travaux de génie civil;

Considérant que la demande vise à permettre l'extension de la carrière et la poursuite de l'activité existante;

Considérant que la demande porte sur la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager de 9,29 ha et l'inscription :

- de quatre zones d'extraction devenant zones naturelles au terme de l'exploitation (9,29 ha) en lieu et place d'une zone forestière (7,68 ha) et d'une zone de dépendances d'extraction (1,61 ha);

- d'une zone de dépendances d'extraction (1,61 ha) en lieu et place d'une zone forestière;

soit un total 10,90 ha, dont 1,97 ha sont destinés à créer des dispositifs d'isolement en bordure ouest, nord et est du site;

Réunion d'information préalable et avis du conseil communal de Malmedy

Considérant que la réunion d'information préalable a été organisée le 13 novembre 2019 à Bévercé après avoir été annoncée par les voies et selon les formes prescrites, conformément aux dispositions de l'article D.VIII.5 du CoDT;

Considérant que lors de la réunion d'information préalable des questions, commentaires ou remarques orales ont été exposés, et qu'ils portent sur les points suivants :

- la révision du plan de secteur adoptée définitivement le 20 novembre 1997 sur le même site;

- la bonne réputation de l'entreprise dans la région;

- la délimitation exacte de l'extension de la carrière et du déboisement vers le Rôteu et le chemin de terre existant;

- la perception par les riverains des bruits émis par la carrière compte tenu qu'elle va se rapprocher des zones habitées et qu'une partie de la bande boisée qui les en protège sera coupée;

- le développement éventuel de l'activité d'extraction dans la zone n°3;

- les risques pouvant découler des tirs de mines et les risques de glissement des terres;
- la sécurisation de la route d'accès à la carrière (route de la Vallée), qui n'a ni trottoir, ni piste cyclable, et où les croisements sont problématiques, ainsi que la protection des accotements contre les dégradations;
- la vision à long terme de l'aménagement de la route de la Vallée compte tenu que le gabarit des camions risque de s'accroître; les frais que cela peut engendrer pour la commune;
- la localisation exacte de la carrière en fin d'exploitation et la manière dont les terres seront amenées lors du réaménagement;
- d'une manière générale, la préservation des biens des propriétaires riverains, de la nature et de l'environnement ainsi que l'analyse des défis climatiques;
- les possibilités d'expropriations;
- les impacts socio-économiques en cas de cessation d'activité de la carrière, notamment en termes d'emploi pour la partie génie civil de la S.A. Nelles Frères;
- l'existence éventuelle d'un plan de financement environnemental et sociétal;

Considérant que collège a établi le procès-verbal de la réunion;

Considérant qu'aucune observation écrite n'a été adressée au collège communal dans les quinze jours de la réunion;

Avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Malmedy

Considérant que la commission communale a émis un avis favorable assorti de remarques sur la demande le 16 décembre 2019; qu'il a été transmis au demandeur le 20 décembre 2019, soit dans le délai prescrit à l'article D.II.48, §2, du CoDT;

Considérant que la commission communale souhaite en particulier que le rapport sur les incidences environnementales comprenne une étude paysagère tenant notamment compte des points de vue à partir du fond de la vallée et analyse les possibilités de réaménagement des espaces utilisés au fur et à mesure de l'exploitation;

Délibération du conseil communal

Considérant que le conseil communal de Malmedy a émis un avis favorable sur la demande le 18 décembre 2019; que sa délibération a été transmise au demandeur le 20 décembre 2019, soit dans le délai prescrit à l'article D.II.48, § 2, du CoDT;

Avis des pôles, du fonctionnaire délégué et des personnes ou instances que le Gouvernement wallon a jugé utile de consulter

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°2 du 18 mars 2020 a suspendu, à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours, les délais de rigueur et de recours fixés par les décrets et règlements de la Région wallonne ou pris en vertu de ceux-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Considérant que le dossier complet a été soumis le 27 mars 2020 pour avis au pôle « Aménagement du territoire », au pôle « Environnement », au fonctionnaire délégué, au SPW Mobilité et Infrastructures, au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, au Commissariat général au tourisme et au parc naturel Hautes Fagnes - Eifel, ainsi que le 7 avril 2020 à la SA Engie-Electrabel;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 a prorogé les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020, d'une nouvelle période prenant cours le 17 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus;

Considérant dès lors que les avis devaient être rendus au plus tard le 29 juin, qu'à défaut ils sont réputés favorables;

Considérant que le SPW Mobilité et Infrastructures a transmis son avis le 12 mai 2020; qu'il est favorable à condition qu'il soit tenu compte de la variabilité du débit de la Warche;

Considérant que la SA Engie-Electrabel, exploitant du complexe hydro-électrique de Robertville-Bévercé, a transmis son avis le 12 mai 2020; que tout comme le SPW Mobilité et Infrastructures, elle indique qu'il faut prendre en compte les fortes augmentations sporadiques du débit de la Warche découlant de l'exploitation du barrage situé en amont du site des carrières de la Warche;

Considérant que le parc naturel Hautes Fagnes - Eifel a transmis son avis le 22 mai 2020; qu'il a analysé le dossier en mettant en évidence les éléments importants de la situation de fait et de droit; qu'il insiste tout particulièrement sur les aspects paysagers, la qualité biologique du site et les impacts sur le voisinage; qu'il émet une série de recommandations;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement a transmis un avis favorable conditionnel le 9 juillet 2020, soit au-delà du délai requis, qu'il est donc réputé favorable;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire », le pôle « Environnement », le fonctionnaire délégué et le Commissariat général au tourisme n'ont pas remis d'avis; qu'ils sont dès lors réputés favorables;

Justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1 du CoDT et nécessité de réviser le plan de secteur

Considérant que l'inscription sur le site des carrières de la Warche de nouvelles zones d'extraction et de dépendances d'extraction au plan de secteur est justifiée par des raisons économiques et sociales; qu'elle a pour objet principal de permettre la poursuite de l'exploitation d'un gisement de quartzophyllades et de phyllades destinés à rencontrer, d'une part, des besoins en pierres ornementales et, d'autre part, des besoins en granulats à destination du génie civil;

Considérant que du point de vue de la géologie structurale, les carrières de la Warche sont situées sur la bordure orientale du massif cambrien de Stavelot, à l'extrémité nord-est du graben de Malmedy et à environ 1,5 km de la bordure occidentale du synclinorium de l'Eifel;

Considérant que l'exploitation vise les niveaux anciens et métamorphiques du massif de Stavelot, d'âge Ordovicien et appartenant au Membre de Spa; qu'ils se situent sous des roches plus récentes, d'âge Permien, se présentant sous la forme d'un conglomérat rougeâtre dénommé « Poudingue de Malmedy »; que ce conglomérat constitue la découverte de stériles; qu'au droit des extensions sollicitées pour l'extraction, son épaisseur varie entre 1 m et 10,5 m;

Considérant que le Membre de Spa est constitué par des quartzophyllades bleu verdâtre et bleu grisâtre, à stratification généralement irrégulière, alternant avec des niveaux phylladeux, des quartzophyllades bien stratifiés et des bancs de quartzite grisâtre; que les bancs ont une épaisseur décimétrique à pluri-décimétrique; que les quartzophyllades, dits « grès schisteux », sont caractérisés par d'abondantes et fines laminations millimétriques

ondulantes, de couleur vert foncé à noire, parallèles à la stratification; que par endroit, les bancs renferment également des nodules centimétriques quartzeux, légèrement étirés et dispersés dans les plans de stratification; qu'entre les bancs de quartzophyllades, on observe souvent de minces niveaux pluri-millimétriques ou centimétriques de phyllades rouge foncé à vert foncé; que ces niveaux, lorsqu'ils sont altérés ou délités, apparaissent sous la forme de croûte ou d'enduits à la surface des bancs de quartzophyllades;

Considérant dès lors que les quartzophyllades et phyllades extraits sur le site présentent d'une part une palette de couleurs très variées et tout à fait uniques en leur genre et, d'autre part, une grande variété de faciès, de caractéristiques techniques et d'aptitudes à diverses utilisations;

Considérant que d'un point de vue qualitatif, les pierres produites dans les carrières de la Warche ont une densité de l'ordre de 2,65 t/m³, qu'elles sont non gélives, de faible porosité et résistantes tant à l'usure qu'à la compression; qu'elles bénéficient en outre de plusieurs normes CE et du label « Pierre locale »; qu'elles rencontrent les conditions édictées par la Ville de Spa en ce qui concerne les travaux de remblaiement et d'empierrement en zone de protection et de prévention des captages de Spa Monopole;

Considérant que la S.A. « Nelles Frères » a su tirer parti des caractéristiques du gisement pour produire une grande variété de pierres ornementales dont certaines sont à haute valeur ajoutée;

Considérant que les pierres ornementales commercialisées, dont le tonnage varie entre 4.000 et 5.000 t/an, peuvent être classées en 3 catégories rencontrant une large palette de besoins :

- les pierres de construction de finition brute, taillée, épincée ou clivée : moellons, pierres d'angles, têtes de moules, linteaux, seuils, couvre-mur mais aussi plaquettes permettant de réaliser des revêtements de faible épaisseur sur des murs isolés;

- les pierres de jardin : dalles de pavage, pierres destinées à l'édification de murs à secs, pierres pour enrochement, mobilier et stèles décoratives;

- les pierres de type marbrier qui seront sciées : à destination du secteur du bâtiment, pour des utilisations extérieures (dallage, seuils, ...) ou intérieures (plans de travail de cuisine, tablettes, éviers, recouvrement d'escalier, dallage, ...) ainsi qu'à destination du secteur funéraire (stèles);

Considérant que les pierres de construction produites sont utilisées tant pour la restauration de bâtiments anciens que pour la construction de bâtiments contemporains innovants; qu'elles sont principalement destinées au marché wallon et en particulier ardennais; que leurs tonalités sont en effet typiques des paysages d'Ardenne et s'harmonisent avec son cadre bâti;

Considérant que les pierres de jardin alimentent directement diverses entreprises d'aménagement de parcs et jardins et d'aménagements extérieurs variés; qu'elles répondent à une demande du marché belge en produits locaux de qualité; que l'aire de chalandise s'étend en outre au Grand-Duché de Luxembourg, à l'Eifel allemand et au nord de la France;

Considérant que les produits sciés sont des produits innovants à haute ou à très haute valeur ajoutée; que leur valorisation a été inaugurée en 2010 grâce à un partenariat entre la S.A. « Nelles Frères » et la SA « DBPN », spécialisée dans la marbrerie; qu'ils sont vendus sur le marché belge, plus particulièrement à Bruxelles et dans les Brabants flamand et wallon mais aussi dans toute la Flandre ainsi qu'à l'étranger, en particulier aux Pays-Bas;

Considérant qu'en ce qui concerne les alternatives et la concurrence, sur le territoire wallon, seules deux autres petites carrières exploitent les niveaux géologiques de l'Ordovicien du massif de Stavelot, en particulier le Membre de Spa; qu'il s'agit de la carrière du Pont de Florêt, exploitée à Bra (Lierneux) qui produit de l'ordre de 60 t/an de dalles et moellons de parement et de la carrière Heid des Forges, exploitée à Chevron (Stoumont), qui produit de l'ordre de 300 t/an de dalles et moellons de construction;

Considérant que quelques autres carrières ardennaises fournissent des produits similaires, sans pour autant être identiques;

Considérant que la SA « Nelles Frères » est également propriétaire d'une petite carrière à Vielsalm, mais qu'il s'agit d'une production de schistes;

Considérant que toutes ces carrières sont de type artisanal; qu'elles sont d'ailleurs complémentaires aux carrières de la Warche sur le marché belge des pierres ornementales schisto-gréseuses; que les productions étant faibles et la demande relativement forte, il est préférable qu'il y ait plusieurs sites d'extraction permettant une saine concurrence; que cela évite aussi de concentrer les nuisances d'exploitation sur un nombre réduit de sites de grande taille;

Considérant que la production annuelle globale des carrières de la Warche oscille entre 55.000 à 60.000 t/an; que les bancs qui ne sont pas aptes à une valorisation au titre de pierre ornementale et les sous-produits résultant du travail de la pierre sont valorisés en tant que granulats de divers calibres destinés aux travaux de génie civil; que ces granulats sont utilisés dans un rayon de 30 à 40 km autour de la carrière;

Considérant qu'en ce qui concerne le chiffre d'affaire, il ressort du dossier de base que la part découlant de la valorisation des pierres ornementales est d'environ 60 % et celle des granulats de 40 %; que l'exploitation de la pierre ornementale est donc bien le moteur de l'activité de la carrière;

Considérant en revanche que les granulats correspondent à 93 % du tonnage valorisé, soit environ 50.000 t/an; que le demandeur estime cependant que dans les zones sollicitées pour poursuivre l'extraction, la qualité des bancs pourrait permettre d'accroître la part de pierres ornementales; qu'elle pourrait ainsi passer de 7 % à 11 %;

Considérant qu'il est dès lors indispensable de coupler l'exploitation des pierres ornementales à la production de granulats afin de maximiser l'utilisation des ressources excavées du sous-sol et de minimiser le volume des stériles;

Considérant que le demandeur précise qu'il produit 9 calibres de granulats et 3 calibres de pailis; que même le pré-criblage est valorisé; que le taux de valorisation du gisement est actuellement de 80 %; que de nouveaux investissements complétant les installations de criblage/concassage sont prévus dans les prochains mois; qu'ils devraient permettre d'atteindre un taux de valorisation de 85 %;

Considérant qu'un tel taux de valorisation peut être atteint notamment grâce au fait que la SA « Nelles Frères » comporte aussi une branche « travaux public et privé » active dans les travaux de voiries, les travaux publics et privés, la fabrication du béton et le recyclage; qu'il ressort du dossier de base qu'environ 85 % des granulats produits sur le site des carrières de la Warche sont en effet directement utilisés par la branche « travaux public et privé » de l'entreprise; que par ailleurs disposer de sa propre production de granulats est très important pour la branche « travaux public et privé » de la société; qu'il s'agit donc d'une entreprise intégrée pratiquant l'économie circulaire;

Considérant qu'en ce qui concerne les alternatives et la concurrence au niveau local, seules trois autres carrières produisent des granulats à destination des travaux de génie civil et des centrales à béton; qu'elles sont couplées à deux entreprises de travaux publics; qu'il s'agit :

- de la carrière de la Warchenne à Malmedy et de la carrière de Lasnerville, exploitées par la SA « Bodarwé », qui y produit respectivement environ 350.000 t/an et 60.000 t/an de granulats;

- de la carrière de Bouhaye à Waimes, exploitée par la SA « Trageco », qui y produit environ 300.000 t/an de granulats;

Considérant qu'en ce qui concerne la production de granulats, la SA « Nelles Frères » ne représente donc qu'environ 7 % de la production locale; qu'il s'agit dès lors d'un acteur secondaire du marché local;

Considérant par ailleurs qu'en ce qui concerne la production du béton, la SA « Nelles Frères » est associée avec la SA « Boreta » (appartenant au groupe « Bodarwé ») dans la SA « NB Béton » qui possède quatre centrales à béton (Gouvy, Malmédy, Waimes et Eupen); qu'elle lui fournit 10 % des matières premières;

Considérant que dans ce contexte, la présence de la SA « Nelles Frères », entreprise de génie civil et producteur de granulats grâce aux carrières de la Warche, permet au marché local de disposer de trois acteurs; que cela garantit une saine concurrence, notamment dans le cadre des marchés publics;

Considérant par ailleurs que le demandeur sollicite aussi l'inscription d'une zone destinée au stockage des stériles; que les stériles à stocker sont constitués de la découverte (terres superficielles et « Poudingue de Malmédy ») ainsi que des fines de criblage; que ces matériaux sont difficilement utilisables même si l'entreprise en valorise une petite part; qu'actuellement ces stériles correspondent à 20 % du tonnage extrait; que ce pourcentage devrait être prochainement réduit à environ 15 % grâce à de nouveaux investissements; qu'il est néanmoins indispensable qu'un espace soit réservé à leur stockage;

Considérant enfin que le demandeur sollicite également l'extension de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur; que l'extension sollicitée est destinée aux systèmes d'épuration/décantation des eaux issues de l'établissement, aux bassins de décantation et au stockage de divers produits finis et autres matériaux de l'entreprise, compléments indispensables de l'exploitation;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la carrière en activité génère douze emplois directs et six emplois indirects via ses fournisseurs; que la SA « DBPN » (marbrerie) en génère cinq et la SA « NB Béton » vingt, que l'ensemble des activités de la SA « Nelles Frères » (carrière et travaux publics) en génère cent septante-six, dont beaucoup sont domiciliés aux alentours; qu'il s'agit du troisième plus grand employeur opérant sur le territoire de la commune de Malmédy; que la poursuite des activités sur le site des carrières de la Warche doit permettre de maintenir l'emploi;

Considérant que l'extension sollicitée permettra de poursuivre la production de pierres ornementales, la production de granulats, le stockage des stériles, l'aménagement des dépendances ainsi que la constitution de dispositifs d'isolement;

Considérant qu'il est effectivement de l'intérêt de la région que l'activité d'extraction de roches destinées principalement au façonnage de pierres ornementales et complémentaires à la production de granulats, se poursuive sur le site des carrières de la Warche;

Considérant que pour ces motifs, la demande rencontre de façon équilibrée une part significative des besoins économiques, sociaux et patrimoniaux de la collectivité relatifs au secteur de l'extraction et des travaux publics, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités de la région de Malmédy et des communes avoisinantes, ainsi que de la cohésion sociale;

Conformité de la révision projetée du plan de secteur au schéma de développement du territoire

Considérant que les principes de mise en œuvre définis par le schéma de développement du territoire en vigueur en matière d'exploitation des ressources du sous-sol prescrivent de faire précéder l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur d'une étude relative à la nature, au volume et à la rareté du gisement, ainsi qu'aux besoins à moyen terme de la collectivité; que ces derniers seront évalués par rapport à une durée de trente ans;

Considérant que la nature, le volume et la rareté du gisement ont été évalués en 2010 dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne réalisé par le laboratoire d'analyses litho- et zoo-stratigraphiques de l'Université de Liège en 1995-1996 (convention 1), dit « étude Poty », et actualisé en 2010;

Considérant que les quartzophyllades et phyllades tels qu'ils sont exploités et valorisés sur le site des carrières de la Warche constituent des matériaux très intéressants pour diverses filières économiques wallonnes dont certaines sont innovantes;

Considérant que le dossier de base indique qu'au 1^{er} janvier 2019, le volume brut de roche restant à exploiter sous couvert du permis d'extraction du 22 mai 1998, était d'environ 255.000 m³; que ces réserves correspondent à 7 à 10 ans d'activité au rythme de production actuel; que cependant la plupart de ces réserves sont situées dans la partie centrale de l'exploitation, là où la roche est plus compacte et moins schisteuse et se prête plus à la production de granulats qu'à celle de pierres ornementales; qu'en outre l'exploitation y est actuellement difficile en raison de la configuration des bancs;

Considérant que deux des zones d'extraction sollicitées permettront l'extension de la zone d'exploitation du gisement, d'une part, vers le nord-ouest (« Trou à dalles », 1,77 ha) et, d'autre part, vers le nord-nord-est (« zone du Cône », 1,96 ha); que ces deux extensions correspondent à des gisements quelque peu différents; qu'elles permettront la poursuite de la production des trois catégories de roches ornementales actuellement produites au sein des carrières de la Warche; qu'en outre l'extraction dans la partie nord-nord-est permettra ensuite un meilleur accès à la partie centrale, actuellement difficilement accessible;

Considérant que le demandeur estime que dans la configuration sollicitée, les carrières de la Warche disposeront d'une réserve d'exploitation pour une durée approximative de 50 ans;

Considérant qu'une telle durée est supérieure à la durée de 30 ans préconisée par le schéma de développement du territoire;

Considérant cependant que, d'une part, les caractéristiques des roches sont très variables dans ce type de gisement, et que, d'autre part, le demandeur façonne une large palette de produits nécessitant des pierres aux caractéristiques très précises; que dès lors il est important qu'il dispose d'un large front d'exploitation lui permettant d'extraire la roche dans l'un ou l'autre banc en fonction de la demande qu'il doit satisfaire;

Considérant qu'à court terme des investissements assez importants sont déjà prévus sur le site;

Considérant enfin que la superficie totale demandée pour l'extension de l'extraction n'est que de 3,73 ha (dont 1,18 ha destiné aux dispositifs d'isolement) et qu'il s'agit de la dernière extension possible sur le site compte tenu de la présence de la Warche au sud et de la proximité de zones habitées dans les autres directions;

Considérant que la demande est, pour ces motifs, conforme à l'article D.II.20, du CoDT;

Description du périmètre sollicité

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la demande vise à :

- inscrire dans le prolongement nord-ouest de la carrière actuelle, une zone d'extraction, devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, d'une superficie d'environ 1,77 ha, en lieu et place d'une zone forestière, en vue d'y extraire des blocs pour la production de pierres ornementales de type marbrier (pierres sciées à haute valeur ajoutée) et de type dalles (zone n°1 du dossier de base, dite « Trou à dalles », jouxtant vers le sud la zone 3 du dossier de base);

- inscrire dans le prolongement nord-nord-est de la carrière actuelle, une zone d'extraction, devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, d'une superficie d'environ 1,96 ha, en lieu et place d'une zone forestière, en vue d'y extraire des pierres ornementales de type pierres de jardin (murs à secs) et pierres de construction (zone 2 du dossier de base, dite « zone du Côreu », dans le prolongement de la zone 5 du dossier de base);

- inscrire à l'ouest de la carrière actuelle, une zone d'extraction, devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, d'une superficie d'environ 3,95 ha, en lieu et place d'une zone forestière, en vue d'y poursuivre le stockage des stériles déjà en cours depuis nombreuses années (zone 3 du dossier de base);

- inscrire à l'ouest-sud-ouest de la carrière actuelle, une zone de dépendances d'extraction d'une superficie d'environ 1,61 ha, en lieu et place d'une zone forestière comprenant actuellement, d'une part, les bassins de décantation des eaux de l'exploitation de la carrière avant leur rejet dans la Warche et, d'autre part, des stocks de produits finis et autres matériaux de l'entreprise Nelles Frères (zone 4 du dossier de base);

- inscrire dans la partie est de la carrière actuelle, une zone d'extraction, devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, d'une superficie d'environ 1,61 ha, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction; en vue d'y poursuivre l'exploitation du gisement, à l'exclusion de toute installation de dépendances d'extraction (zone 5 du dossier de base);

- supprimer le périmètre d'intérêt paysager existant sur les zones 1 à 4 du dossier de base;

Analyse des principaux éléments de la situation existante de droit

Considérant que la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur est incluse dans une zone forestière, avec surimpression d'un périmètre d'intérêt paysager, qui se prolonge sur les versants boisés de la Warche et de ses affluents;

Considérant que la carrière se situe dans la partie nord de la commune de Malmedy sur laquelle s'étend le parc naturel « Hautes Fagnes-Eifel »;

Considérant qu'en ce qui concerne l'hydrologie, le projet se situe dans le sous-bassin hydrographique de l'Amblève et dans la masse d'eau « AM16R – Warche III », de typologie « Rivières ardennaises à pente forte »; que les cours d'eau concernés sont :

- la Warche, répertoriée au niveau du site comme un cours d'eau non navigable de 1^{ère} catégorie et située le long de la bordure sud de la zone 5 et de la bordure est de la zone 4 du dossier de base;

- le ruisseau du Côreu, répertorié au niveau du projet comme un cours d'eau non navigable de 3^{ème} catégorie et situé le long de la bordure est de la zone 2 du dossier de base;

- un ruisseau innomé non classé, qui traverse la partie ouest du site à l'intersection des zones 1, 3 et 4 du dossier de base;

Considérant que du point de vue hydrogéologique, la zone de prévention éloignée (IIB) forfaitaire du captage de Xhoffraix (puits foré de 54 m de profondeur, code 50/2/8/003), exploité par la SWDE pour l'eau de distribution publique se situe à moins de 500 m au nord-est du projet; que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en son avis du 9 juillet 2020 estime cependant qu'il ne sera pas menacé par l'extension sollicitée;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du développement territorial reconnaît qu'il y a lieu d'assurer à l'échelle régionale un maillage écologique cohérent le long des hautes vallées ardennaises, dont la Warche, afin de mettre en relation une succession de milieux très humides qui occupent les têtes de vallées ardennaises (forêts marécageuses, zones de sources, bas marais, prairies humides, ...) et les habitats sur des sols très superficiels (forêts de pentes, ...);

Considérant qu'au sud de la carrière s'étend le site Natura 2000 BE33042 « Vallées de la Warche et du Bayehon en aval du barrage de Robertville » qui concerne une part importante des versants de la Warche et d'une partie de ses affluents; que ce site accueille notamment de très belles érablières de ravin, des forêts alluviales à la flore remarquable et des éboulis siliceux d'une richesse exceptionnelle en bryophytes;

Considérant que les zones 2, 4 et 5 sollicitées par le demandeur chevauchent très légèrement le site Natura 2000 BE33042; que les unités de gestion concernées sont les UG10 « forêts non indigènes de liaison » et UG7 « forêts prioritaires alluviales »; que seule la voirie d'accès existante et les périmètres d'isolement prévus sont concernés;

Analyse des principaux éléments de la situation existante de fait

Considérant que la carrière existante est ouverte à flanc de coteau entre les cotes altimétriques approximatives de +363 m et +425 m; que les fronts atteignent une hauteur totale de l'ordre de 60 m, avec un palier intermédiaire;

Considérant que la carrière occupe actuellement l'ensemble de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur, soit environ 7,63 ha, à l'exception d'une superficie boisée d'environ 0,6 ha située au nord de la partie centrale;

Considérant que l'activité d'extraction de la carrière déborde légèrement de la zone de dépendances d'extraction vers le nord-est et le nord-ouest (zones 1 et 2 du dossier de base); que vers l'ouest la majeure partie des zones 3 et 4 du dossier de base sont déjà occupées par le dépôt des stériles d'exploitation, le stockage de matériaux divers et des bassins de décantation; que, selon le dossier de base, l'activité de la carrière occupe actuellement environ 12,2 ha;

Considérant que la carrière appartient à l'ensemble paysager du haut plateau de l'Ardenne du nord-est dont l'atlas n'a pas encore été établi à ce jour;

Considérant que la carrière se situe dans une vallée fortement encaissée au sein d'un massif forestier; que cependant une partie de la bande forestière protégeant le site sera réduite au fur et à mesure de l'extension de la carrière; que le parc naturel Hautes Fagnes – Eifel, en son avis du 22 mai 2020, relève que l'impact paysager actuel de la carrière est effectivement peu important mais souhaite qu'une bande boisée suffisante soit conservée autour du futur périmètre d'exploitation afin de limiter l'impact paysager mais aussi la diffusion des bruits engendrés par l'activité;

Considérant que l'accès à la carrière se fait via une voirie communale, appelée « route de la Vallée », qui rejoint après environ 1 km la route régionale 68 à Bévercé; que l'accès à l'autoroute A27-E42 se situe à 5 km; qu'il nécessite la traversée de la ville de Malmedy;

Considérant que d'après le dossier de base, le charroi est de l'ordre de 14 à 19 camions/jour (soit 28 à 38 passages/jour); que lors de chantiers spécifiques, soit environ 20 jours/an, le charroi peut atteindre le rythme de 25 camions/jour, soit 50 passages.

Considérant que la route de la vallée est très étroite, qu'elle traverse des quartiers résidentiels et longe un camping; que néanmoins le demandeur a réalisé un certain nombre de travaux pour la sécuriser;

Considérant que le SPW Mobilité et Infrastructures en son avis du 12 mai 2020 estime que l'impact du projet sur le trafic au niveau de la route régionale 68 est minime voire inexistant compte tenu que l'objectif de la révision est de poursuivre l'exploitation au rythme actuel;

Considérant qu'un chemin de promenade faisant partie du réseau des promenades du plateau des Hautes Fagnes longe le pied de la carrière, en bordure de la Warche, sur plusieurs centaines de mètres; que plusieurs autres sentiers de promenades traversent les versants boisés qui bordent la carrière; que ces chemins et sentiers sont très utilisés tant par la population locale que par les touristes qui fréquentent la vallée de la Warche;

Considérant que le projet se situe le long de la Warche, en aval du barrage de Robertville; que le SPW Mobilité et Infrastructures en son avis du 12 mai 2020, tout comme la SA Engie-Electrabel, exploitant du complexe hydro-électrique de Robertville-Bévercé, en son avis du 12 mai 2020, indiquent qu'il faut tenir compte du fait que le débit de la Warche au droit de la carrière est habituellement de moins d' $1 \text{ m}^3/\text{s}$ mais qu'il peut atteindre plus de $220 \text{ m}^3/\text{s}$ lors du contrôle annuel des vannes du barrage ou lorsque le barrage est utilisé dans la gestion des crues;

Considérant qu'une partie des zones 3 et 4 du dossier de base, situées en fond de vallée, sont concernées par un aléa faible d'inondation par débordement de cours d'eau; qu'un aléa élevé concerne un petit espace situé à proximité de la Warche; que cependant le chemin de promenade aménagé entre la carrière et la Warche a été surélevé afin de faire office de digue en vue d'éviter les inondations en cas de fort débit de la Warche; que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en son avis du 9 juillet 2020 estime que les extensions sollicitées ne devraient pas être affectées par les débordements de la Warche;

Considérant que le versant de la Warche sur lequel se situe l'extension sollicitée est concerné par :

- le ruisseau du Côreu à l'est de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et de la zone 2 du dossier de base;

- un ruisseau innomé à l'ouest de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur;

- trois axes de ruissellement concentrés (selon la modélisation LIDAXES II de 2018), dont le plus important traverse les zones 3 et 4 du dossier de base;

Considérant que le ruisseau du Côreu et le ruisseau innomé sont bordés par des aléas faibles d'inondation par débordement de cours d'eau et par ruissellement;

Considérant que la vallée formée par le ruisseau du Côreu est très encaissée et que l'écoulement du ruisseau est de type torrentiel; qu'il sera dès lors indispensable de garder une distance et une protection suffisantes entre l'excavation et le ruisseau afin que celui-ci ne se déverse pas dans la carrière;

Considérant que l'écoulement du ruisseau innomé, traverse la partie ouest du site avant de rejoindre la Warche, qu'il est déjà partiellement canalisé pour éviter le mélange de ses eaux avec les eaux de ruissellement au sein de la carrière; que la mise en œuvre de la révision du plan de secteur ne devrait pas affecter son cours;

Considérant que le plus important des axes de ruissellement concentré traverse les zones 3 et 4 du dossier de base;

Considérant que la zone 3 est actuellement déjà utilisée pour le dépôt des stériles d'exploitation; que les dépôts existants sont adossés au versant et ont une épaisseur variable qui peut atteindre environ 30 m; que le demandeur souhaite continuer à utiliser cette zone pour le dépôt de nouvelles couches de stériles d'exploitation dont l'épaisseur pourrait atteindre 17 m; que la cote +410 m qui serait alors atteinte resterait inférieure d'environ 15 m à l'altitude du plateau;

Considérant que cette localisation a été choisie parce qu'à cet endroit la plaine alluviale de la Warche est naturellement plus large; qu'il n'y a actuellement pas d'autre endroit permettant le dépôt des stériles à proximité de la carrière; qu'il est prévu que 66 % des stériles découlant de l'extension sollicitée y soient déposés;

Considérant que les dépôts existants actuellement au niveau de la zone 3 du dossier de base sont apparemment stables; que, cependant, continuer à accumuler des stériles, principalement constitués de terres et de fines de criblage à cet endroit alors que le versant est traversé par un axe de ruissellement concentré et que le sous-sol est peu perméable, ne pourra se faire qu'après la réalisation d'études techniques approfondies et moyennant des mesures de suivi;

Considérant que complémentirement, le demandeur prévoit que lorsque la zone 2 du dossier de base aura été exploitée, il pourra aussi y déposer les stériles (backfilling); qu'il prévoit qu'environ 34 % des stériles découlant de l'extension sollicitée y soient déposés; que du backfilling pourrait également être réalisé au sein de la fosse qui a été récemment surcreusée dans le plancher de la carrière entre le hall de façonnage et les fronts de taille;

Considérant qu'en ce qui concerne les eaux souterraines, une venue d'eau est observée sur la partie ouest du front de taille; qu'elle provient très probablement de l'aquifère du Permien qui recouvre le gisement de quartzophyllades; que cette eau est traitée par l'exploitant avec les eaux de ruissellement;

Considérant qu'actuellement le plancher d'exploitation est maintenu à environ 2 m au-dessus du niveau de la Warche qui fluctue de la cote +363 m à l'amont de la carrière à la cote +358 m à l'aval; que la gestion de l'eau ne nécessite donc normalement pas d'exhaure; que cependant une fosse de l'ordre de 25 m de large sur 900 m de long a été creusée sur environ 10 m de profondeur, entre le hall de façonnage et les fronts de taille au sein de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur; que les flux hydrauliques y sont en cours d'analyse;

Considérant qu'après utilisation, les eaux de sciage prélevées dans la Warche sont récoltées dans une fosse de décantation primaire; qu'elles rejoignent ensuite les eaux de ruissellement et sont dirigées vers un système de décantation puis récoltées par des fossés profonds en béton, et enfin décantées dans plusieurs bassins avant leur rejet dans la Warche; que ces installations se situent dans la zone 4 du dossier de base;

Considérant que le point de rejet des eaux de ruissellement et des eaux de sciage a été récemment déplacé vers l'aval afin que, même en cas d'orage, des eaux troubles en provenance de la carrière ne puissent atteindre le point d'alimentation des étangs d'une pisciculture proche;

Considérant que la demande ne devrait, a priori, pas accroître significativement les risques de dégradation de la qualité de la masse d'eau; que cet aspect devra néanmoins être analysé;

Considérant que le dossier de demande apporte déjà un certain nombre de réponses aux questions posées par la situation de fait, notamment en termes de bruits et de vibrations dues aux tirs de mines; que certaines mesures ont déjà été prises afin de limiter les émissions de poussières et d'améliorer les dispositifs d'isolement; que cependant la nouvelle configuration des lieux qui résultera de l'extension de la carrière modifiera sans doute l'impact sonore de l'activité, ce qui impliquera qu'il faudra en tenir compte;

Considérant que la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et une partie des zones sollicitées sont répertoriées sous la couleur « pêche » par la banque de données de l'état des sols; qu'il ne s'agit cependant à ce stade que d'une suspicion de pollution;

Considérant que les parties de l'extension sollicitée qui ne sont pas encore anthropisées, à savoir, la majeure partie de la zone 1, de la zone 2 et la partie haute de la zone 3 du dossier de base, sont occupées par des pessières, des hêtraies, des boulaies et des coupes à blanc recolonisées par du genêt;

Considérant qu'une importante partie de la carrière existante, les zones 2, 4, 5 et une partie des zones 1 et 3 du dossier de base font partie du site de grand intérêt biologique 2986 « Carrières de la Warche »;

Considérant que la carrière actuelle, et son évolution future, représentent effectivement un grand intérêt pour le développement d'espèces remarquables liées aux milieux naturels pionniers de type ouvert;

Considérant que des espèces protégées ou rares sont déjà présentes dans la carrière, notamment le hibou grand-duc (*Bubo bubo*), le triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*), le triton palmé (*Lissotriton helveticus*), le triton ponctué (*Lissotriton vulgaris*), la grenouille verte (*Rana esculenta*), la grenouille rousse (*Rana temporaria*), la couleuvre à collier (*Natrix natrix*), la coronelle lisse (*Coronella austriaca*) et plusieurs espèces de papillons (*Callophrys rubi*, *Polymmatius semiargus*);

Considérant que le sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*), espèce patrimoniale en voie d'extinction en Wallonie, est en cours d'introduction sur le site;

Considérant que les carrières de la Warche participent au projet européen « Life in quarries » ayant pour objectif de développer et de pérenniser le potentiel d'accueil de la biodiversité dans les carrières en activité;

Considérant que le dossier de base comprend une évaluation des incidences biologiques du site et des projets d'extension de la carrière; qu'elle a été réalisée par le professeur O. Guillitte; qu'elle indique que l'extension de la carrière n'induit pas d'impacts négatifs significatifs sur les sites Natura 2000 voisins, ni sur des espèces protégées par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou sur des habitats naturels d'intérêt communautaire; qu'elle précise en outre que le potentiel de développement d'une biodiversité exceptionnelle sur le site après exploitation sera très élevé pour autant que la post-gestion du site maintienne la majorité de celui-ci en milieux ouverts;

Rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues

Considérant que le dossier de base expose une alternative de délimitation précédemment envisagée par le demandeur; qu'elle a cependant été écartée par le demandeur en raison des besoins auxquels souhaite répondre la demande et de l'aménagement futur envisagé pour le site;

Proposition d'avant-projet établie au 1/10.000^e

Considérant qu'une proposition d'avant-projet est jointe au dossier de base;

Inscription de prescriptions supplémentaires au plan de secteur

Considérant que le demandeur ne sollicite pas l'inscription de prescriptions supplémentaires;

Proposition de décision

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, de l'avis la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, de la délibération du conseil communal et des avis recueillis que la demande se justifie d'un point de vue géologique, économique, social et environnemental et concourt à une utilisation rationnelle du territoire en optimisant l'exploitation et la mise en œuvre de ses ressources tout en préservant ses caractéristiques paysagères et environnementales;

Considérant que l'inscription au plan de secteur des zones 1 et 2 du dossier de base en zone d'extraction se justifie compte tenu de la qualité géologique du sous-sol et du fait que seule l'activité d'extraction s'y développera, à l'exclusion de toute installation de dépendances d'extraction;

Considérant qu'il est opportun que la zone d'extraction inscrite sur zones 1 et 2 du dossier de base devienne une zone naturelle au terme de l'exploitation compte tenu de sa topographie future qui comprendra des falaises, des éboulis et des mares, et en raison du fait qu'il s'agira d'un espace minéral et ouvert, localisé au sein d'un massif boisé, en bordure de la Warche, à proximité immédiate d'un site Natura 2000, c'est-à-dire dans un environnement favorable à la conservation de la faune et de la flore sauvage;

Considérant que l'inscription au plan de secteur de la zone 3 du dossier de base en zone d'extraction, en vue d'y autoriser le dépôt des stériles d'exploitation, se justifie compte tenu qu'il s'agit du seul espace disponible à proximité de la carrière et que le site semble convenir à cette fonction; qu'il conviendra cependant de vérifier son aptitude technique à permettre des dépôts supplémentaires; qu'il est également opportun que la zone devienne une zone naturelle au terme de l'exploitation compte tenu que les dépôts accumulés constitueront un sol pauvre, localisé, comme les zones 1 et 2 du dossier de base, dans un environnement favorable à la conservation de la faune et de la flore sauvage;

Considérant que l'inscription de la zone 4 du dossier de base en zone de dépendances d'extraction se justifie compte tenu que l'exploitation a besoin d'un espace destiné au stockage de ses produits et aux installations techniques de traitement des eaux; que ces installations doivent logiquement se situer à l'aval de la carrière; qu'il s'agit bien d'installations nécessitant une inscription en zone de dépendances d'extraction; que la nouvelle zone de dépendances d'extraction se situe de manière cohérente, dans le prolongement de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur;

Considérant que la zone 5 du dossier de base est actuellement inscrite au plan de secteur en vigueur en zone de dépendances d'extraction; que son inscription en zone d'extraction se fait au titre de compensation planologique; que cet espace convient à une telle affectation compte tenu que seule l'activité d'extraction s'y développera, à l'exclusion de toute installation de dépendances d'extraction; que, comme pour les zones 1 et 2 du dossier de base, il est opportun que la zone 5 du dossier de base devienne une zone naturelle au terme de l'exploitation compte tenu qu'il s'agit d'un site de même nature et de même fonction, localisé dans le même environnement;

Considérant qu'un périmètre d'intérêt paysager est inscrit en surimpression de la zone forestière inscrite au plan de secteur en vigueur au niveau des zones 1, 2, 3 et 4 du dossier de base; que ce périmètre fait partie d'un vaste périmètre d'intérêt paysager qui couvre les zones forestières inscrites au plan de secteur sur les versants de la Warche et de ses affluents; que l'extension de la carrière impliquera un déboisement préalable et une modification sensible du site; qu'il n'est dès lors pas justifié de conserver un périmètre d'intérêt paysager sur les zones 1, 2, 3 et 4 du dossier de base;

Considérant que le parc naturel Hautes Fagnes - Eifel en son avis du 22 mai 2020 et l'évaluation des incidences biologiques annexée au dossier de demande, recommandent de conserver un cordon boisé au nord du site afin de maintenir une continuité entre les milieux boisés des versants de la Warche en vue de permettre la circulation des espèces mais aussi de limiter les impacts paysager et sonore; qu'il convient donc de légèrement réduire la zone 2 du dossier de demande et de fixer sa limite nord à 10 m du chemin existant visible sur l'ortho-photoplan de 2020; que la zone forestière subsistante, adjointe au périmètre d'isolement de la zone d'extraction qu'il est prévu de maintenir boisé, permettront de conserver cette continuité;

Considérant que les limites des zones à inscrire au plan de secteur doivent être définies par rapport à des éléments fixes aisément repérables afin de ne pas être contestées dans l'avenir; qu'il y a dès lors lieu d'adapter le périmètre des zones telles que sollicitées dans le dossier de base; que ces adaptations réunissent les zones 1, 2, 3 et 5 du dossier de base en une seule zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation dont les limites correspondent aux repères suivants :

- partie ouest (adaptation de la zone 3 du dossier de base) :
 - o au sud : à un segment de droite parallèle au prolongement du segment est-ouest du chemin reliant la route de la Vallée au quartier du Rôteu à Mont et distant de celui-ci de 20 m vers le nord;
 - o au sud-ouest : au bord est du segment nord du chemin reliant la route de la Vallée au quartier du Rôteu à Mont;
 - o au nord-ouest : à un segment de droite parallèle à la route régionale 68 et distant de celle-ci de 50 m;
 - o au nord : à un segment de droite parallèle à la limite sud et distant de celui-ci de 260 m;
 - o à l'est : au pied du remblais de stériles existant suivi au sud par la limite ouest de l'espace boisé comprenant une partie des bassins de décantation (ortho-photoplan 2020);
- o partie centrale (adaptation de la zone 1 du dossier de base) :
 - o au sud : à la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et son extension;
 - o à l'ouest : à une courbe située à 20 m à l'est d'un sentier reliant le village de Mont à la carrière et suivant son tracé;
 - o au nord : à un segment de droite parallèle à la tangente au bord sud de la route des Trôs Marêts (route régionale 68);
- partie est (adaptation des zones 2 et 5 du dossier de base) :
 - o au sud : à la rive droite de la Warche;
 - o à l'ouest et au sud-ouest : à la partie de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur, qui ne fait pas partie du projet de révision et qui est délimitée par un segment de droite de 185 m de long, parallèle à la limite nord de la partie centrale et distant de celle-ci de 40 m vers le sud, prolongé par un segment de droite rejoignant la Warche;
 - o au nord : à une courbe située à 10 m au nord de la bordure nord d'un chemin existant (ortho-photoplan de 2020) et suivant son tracé;
 - o au nord-est : à une limite cadastrale correspondant à une différence d'affectation du sol (ortho-photoplan de 2020);
 - o à l'est : à un sentier longeant la rive droite du ruisseau du Côneu

Considérant que les limites de la zone de dépendances d'extraction correspondent aux repères suivants :

- au sud : au prolongement de la partie ouest de la limite sud de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation;
- à l'ouest et au nord-ouest : à la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation à inscrire;
- à l'est : à la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et à la rive droite de la Warche;

Considérant en conclusion que la révision du plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith doit porter sur l'inscription :

- d'une zone d'extraction, devenant une zone naturelle, d'une superficie de 10,15 ha en lieu et place d'une zone forestière d'une superficie de 8,41 ha et d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 1,74 ha;
 - d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 1,68 ha en lieu et place d'une zone forestière;
- et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager d'une superficie de 10,09 ha;

Respect des principes applicables aux révisions du plan de secteur, y compris le choix des compensations (article D.II.45, § 1^{er}, 2 et 3)

Considérant que la proposition de décision prévoit l'inscription au plan de secteur d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation, qu'il s'agit de l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction de 1,68 ha en lieu et place d'une zone forestière;

Considérant qu'en cas d'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, il est possible de s'écarter du principe énoncé à l'article D.II.45, § 1^{er}, du CoDT; que néanmoins l'inscription de la zone de dépendances d'extraction se fait dans le prolongement de la zone de dépendances d'extraction existante au plan de secteur en vigueur;

Considérant que l'inscription de la zone de dépendances d'extraction au plan de secteur ne prend pas la forme d'une urbanisation en ruban le long de la voirie; qu'elle respecte donc le principe énoncé à l'article D.II.45, § 2, du CoDT;

Considérant que l'inscription de la zone de dépendances d'extraction au plan de secteur est compensée par l'inscription au plan de secteur d'une superficie presque équivalente (1,74 ha) de zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur; que le projet de plan respecte donc le principe énoncé à l'article D.II.45, § 3, du CoDT;

Evaluation des incidences du projet de plan

Considérant que le projet de plan ainsi décrit est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en raison des caractéristiques du plan de secteur, des incidences et des zones susceptibles d'être touchées;

Considérant qu'afin de poursuivre l'instruction de la demande, il y a dès lors lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et de déterminer les informations qu'il contient;

Considérant que l'article D.VIII.33, § 3, du CoDT fixe le contenu minimum du rapport sur les incidences environnementales; que l'ampleur et la précision des informations à fournir doivent être déterminées de manière à prendre en compte les spécificités du projet de plan;

Ampleur des informations à fournir

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera l'impact de l'inscription/désinscription des composantes du projet de plan au plan de secteur de Malmédy - Saint-Vith; que l'analyse se limitera aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser;

Considérant qu'il appartiendra à l'auteur du rapport d'incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données économiques et techniques avancées dans le dossier de base;

Considérant que l'analyse des besoins justifiant l'inscription des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur de Malmédy - Saint-Vith devra être circonscrite au marché des phyllades et quartzophyllades, de ses co-produits et de ses substituts, aussi bien en tant que pierres ornementales qu'en tant que roches destinées à la production de granulats; qu'en ce qui concerne les pierres ornementales, elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Province de Liège et d'une aire de chalandise fixée à 30 km autour de la carrière existante; qu'en ce qui concerne les roches destinées à la production de granulats, elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte d'une aire de chalandise fixée à 50 km autour de la carrière existante

Considérant qu'il conviendra en outre d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone de dépendances d'extraction et à la zone d'extraction au sens des articles D.II.28, D.II.33 et D.II.41, du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction ainsi que des besoins futurs de l'activité et des projets de réaménagement;

Considérant que l'analyse de la pertinence de la localisation du projet de plan ainsi que la recherche des variantes doivent être circonscrites au territoire où les phyllades et quartzophyllades peuvent être extraits;

Considérant que l'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan, ainsi que la recherche des variantes, devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées; qu'il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet de plan figurant dans le dossier de base au titre de variante;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales devra analyser les potentialités du site, indépendamment des installations existantes de fait situées en dehors de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur;

Précision des informations à fournir

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, des observations et suggestions du public et des avis transmis que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan doit réserver une attention particulière à l'analyse de ses effets sur :

1. La population;
2. Les paysages;
3. Les chemins et sentiers;
4. Les activités de loisirs;
5. L'activité forestière;
6. Les liaisons écologiques au niveau régional;
7. Les sites Natura 2000, les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces protégées au sens de la loi sur la conservation de la nature;
8. Les eaux de surfaces et les eaux souterraines;

Considérant qu'il sera spécifiquement tenu compte :

- de la variabilité du débit de la Warche;
- de la proximité du ruisseau du Cœreu;
- des axes de ruissellement concentrés;

Considérant qu'il conviendra de vérifier si la bande forestière qui entoure le site restera suffisante, tant en termes de liaisons écologiques que de paysage, et d'analyser différentes options de réaménagement;

Considérant qu'il conviendra aussi de vérifier si les délimitations adoptées permettront d'établir les dispositifs d'isolement requis au sein de l'ensemble formé par la zone de dépendances d'extraction et la zone d'extraction qui l'entoure;

Considérant que le volume des stériles que produira l'exploitation et la capacité de stockage des zones 2 et 3 du dossier de base devront être évaluées; qu'à cet effet, la zone 3 du dossier de base devra faire l'objet d'une étude de stabilité approfondie démontrant son aptitude à encore permettre le dépôt des stériles; que des recommandations devront en outre être formulées en ce qui concerne le choix du réaménagement le plus approprié compte tenu de son utilisation passée;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser une évaluation des incidences du projet de plan sur les espèces protégées et les habitats d'intérêt communautaire dans et hors site Natura 2000; Une évaluation spécifique des incidences du projet de plan sur les espèces protégées et les habitats d'intérêt communautaire dans et hors site Natura 2000 doit être réalisée; que l'évaluation des incidences sera conforme aux exigences issues de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (évaluation dite « appropriée ») que, de plus, si cette évaluation met en évidence un risque d'effet significatif pour une espèce protégée, il faudra vérifier que les conditions d'octroi de la dérogation en application de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 sont susceptibles d'être rencontrées;

Considérant qu'il convient également que le rapport sur les incidences environnementales justifie le choix de la zone à inscrire (zone d'extraction ou zone de dépendances d'extraction) et analyse les affectations à fixer à la zone d'extraction au terme de l'exploitation en tenant compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation et des potentialités du site à long terme;

Avis à solliciter

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan doivent être soumis à l'avis du pôle « Aménagement du territoire » et du pôle « Environnement » en application de l'article D.VIII.33, §4, du CoDT;

Considérant, en outre, qu'une attention particulière doit être réservée à l'analyse des incidences du projet de plan sur la faune et la flore sauvages, sur les liaisons écologiques, sur les eaux de surface, sur les eaux souterraines, ainsi que sur le choix des affectations à fixer pour la zone d'extraction au terme de son exploitation; qu'il est dès lors utile de soumettre le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales à l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement; qu'il faut aussi tenir compte du caractère touristique des alentours; qu'il convient dès lors d'interroger le Commissariat général au tourisme; qu'il est aussi pertinent d'interroger le parc naturel Hautes Fagnes – Eifel;

Conclusions

Considérant qu'il convient, pour les motifs exposés ci-avant, de décider la révision du plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith, d'adopter le projet de plan et de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales de ce dernier;

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales annexé au présent arrêté explicite la portée de l'article D.VIII.33, §2, du CoDT en déterminant l'ampleur et la précision des informations qu'il doit comporter au regard des spécificités du projet de plan,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu de réviser le plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith (planche 50/6) en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction au lieu-dit « carrières de la Warche » à Malmedy (Bévercé).

Art. 2. Le projet de révision du plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith relatif à :

- l'inscription :

* d'une zone de dépendances d'extraction;

* d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation;

- la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager;

sur le territoire de la commune de Malmedy, au lieu-dit « carrières de la Warche », est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Il y a lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan.

Art. 4. Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan est adopté.

Art. 5. En complément du Pôle « Aménagement du territoire » et du Pôle « Environnement », le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales sera soumis au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, au Commissariat général au tourisme et au parc naturel Hautes Fagnes - Eifel.

Art. 6. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie est chargé du suivi du présent arrêté.

Namur, le 26 mai 2021.

Annexe à l'arrêté ministériel du 26 mai 2021 décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith (planche 50/6), d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation ainsi qu'à supprimer un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé) au lieu-dit « carrières de la Warche », à la demande de la S.A. « Nelles Frères », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction, de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu

Projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales

Le projet de révision de la planche 50/6 du plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith porte sur l'inscription au plan de secteur :

- d'une zone d'extraction, devenant une zone naturelle, d'une superficie de 10,15 ha en lieu et place d'une zone forestière d'intérêt paysager d'une superficie de 8,41 ha et d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 1,74 ha ;
 - d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 1,68 ha en lieu et place d'une zone forestière d'intérêt paysager ;
- et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager d'une superficie de 10,09 ha ;

A. -Ampleur

Aucune composante du projet de plan n'est dispensée du rapport sur les incidences environnementales (RIE).

Le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera l'impact de l'inscription/désinscription des composantes du projet de plan au plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith. L'analyse se limitera aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement.

Le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser.

Il appartiendra à l'auteur du rapport d'incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données économiques et techniques avancées dans le dossier de base.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith devra être circonscrite au marché des phyllades et quartzophyllades, de ses co-produits et de ses substituts, aussi bien en tant que pierres ornementales qu'en tant que roches destinées à la production de granulats. En ce qui concerne les pierres ornementales, elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Province de Liège et d'une aire de chalandise fixée à 30 km autour de la carrière existante. En ce qui concerne les roches destinées à la production de granulats, elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte d'une aire de chalandise fixée à 50 km autour de la carrière existante.

Il conviendra en particulier d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone de dépendances d'extraction et à la zone d'extraction au sens des articles D.II.28, D.II.33 et D.II.41, du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction ainsi que des besoins futurs de l'activité et des projets de réaménagement.

L'analyse de la pertinence de la localisation ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au territoire où les phyllades et quartzophyllades peuvent être extraits.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude

jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées. Il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet figurant dans le dossier de base au titre de variante.

Le rapport sur les incidences environnementales devra analyser les potentialités du site, indépendamment des installations existantes de fait situées en dehors de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur.

B. Précision des informations

Le contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan retenu ci-après constitue un document-type dont les éléments sont considérés comme suffisants au regard des articles D.VIII.29 à 37, du Code de développement territorial (CoDT).

En particulier, le rapport tiendra compte :

- des spécificités économiques, techniques et environnementales de la demande ;
 - des avis émis par :
 - le pôle « Aménagement du territoire » ;
 - le pôle « Environnement » ;
 - le SPW Mobilité et Infrastructures ;
 - le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;
 - le Parc Naturel Hautes-Fagnes – Eifel ;
 - le commissariat général au Tourisme ;
 - la S.A. Engie-Electrabel ;
- sur le dossier de base et/ou le contenu du rapport ;
- des observations formulées par le public lors de la réunion d'information préalable organisée le 13 novembre 2019, de l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité et de l'avis du conseil communal de Malmedy.

Sans préjudice de la qualité et du soin à apporter à l'ensemble du rapport, une attention particulière sera réservée à l'analyse de ses effets sur :

1. La population ;
2. Les paysages ;
3. Les chemins et sentiers ;
4. Les activités de loisirs ;
5. L'activité forestière ;
6. Les liaisons écologiques au niveau régional ;
7. Les sites Natura 2000, les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces protégées au sens de la loi sur la conservation de la nature ;
8. Les eaux de surfaces et les eaux souterraines ;

Il sera spécifiquement tenu compte :

- de la variabilité du débit de la Warche ;
- de la proximité du ruisseau du Côleu ;
- des axes de ruissellement concentrés ;

Il faudra aussi vérifier :

- si la bande forestière qui entoure le site restera suffisante, tant en termes de liaisons écologiques que de paysage ;
 - si les délimitations adoptées permettront d'établir les dispositifs d'isolement requis au sein de l'ensemble formé par la zone de dépendances d'extraction et la zone d'extraction qui l'entoure.
- et d'analyser différentes options de réaménagement.

Le rapport devra évaluer le volume des stériles que produira l'exploitation et la capacité de stockage des zones 2 et 3 du dossier de base. La zone 3 du dossier de base devra faire l'objet d'une étude de stabilité approfondie démontrant son aptitude à encore permettre le dépôt des stériles. Des recommandations devront être formulées en ce qui concerne le choix du réaménagement le plus approprié compte tenu de son utilisation passée.

Une évaluation spécifique des incidences du projet de plan sur les espèces protégées et les habitats d'intérêt communautaire dans et hors site Natura 2000 doit être réalisée. L'évaluation des incidences sera conforme aux exigences issues de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (évaluation dite « appropriée »). De plus, si cette évaluation met en évidence un risque d'effet significatif pour une espèce protégée, il faudra vérifier que les conditions d'octroi de la dérogation en application de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 sont susceptibles d'être rencontrées.

Le rapport devra évaluer le choix de la zone à inscrire (zone d'extraction ou zone de dépendances d'extraction) et analyser les affectations à fixer à la zone d'extraction au terme de l'exploitation en tenant compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation et des potentialités du site à long terme

PHASE I

Introduction

L'introduction a pour but de replacer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - articles D.II.48 à 50 (procédure) et livre VIII (participation du public et évaluation des incidences), du CoDT.

2. Présentation du projet de plan adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 1^o).

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. Décideur : *Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.*

3.2. Initiateur de la demande : *promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*

3.3. Auteur du rapport sur les incidences environnementales : *bureau d'étude agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré au rapport en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*

4. Contraintes potentielles relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan

Il s'agit des contraintes relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan sur la base de l'analyse

de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (conseil communal, commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, fonctionnaire délégué, pôle « Aménagement du territoire », pôle « Environnement », et autres personnes ou instances que le Gouvernement a jugé utile de consulter).

CHAPITRE Ier. - Description du projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 1^o)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) de protection et prescriptions supplémentaires prévu(s) à l'article D.II.21, du CoDT) inscrite(s)/supprimé(s) au projet de plan.

1.1. Localisation exacte : province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^{ème} et 1/10 000^{ème}) + orthophotoplan au 1/10 000^{ème} ;

1.2. Parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000^{ème} et 1/25 000^{ème}, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, etc. ;

1.3. Affectations au plan de secteur actuelles et projetées (cartes 1/10 000^{ème} et 1/25 000^{ème}), préciser les superficies des zones dont l'affectation change. Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article D.II.21, §3, du CoDT).

1.4. Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur :

- situation régionale (bassin ou massif structural) ;
- gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture, etc. ;

- contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers ;
- réserves de gisement (détailler les méthodes de calcul) : décrire les réserves disponibles au sein de la future zone d'extraction, délais d'épuisement au rythme actuel d'exploitation et en cas de d'augmentation.

Joindre un extrait de la carte géologique la plus récente avec au moins :

- une coupe géologique au droit de la future exploitation ;
- les résultats de forages et / ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter.

1.5. Projet d'exploitation envisagé :

- production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et/ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations, les applications, les volumes stockés) ;

- techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation) ;

- phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure, les dépendances et le réaménagement), en spécifiant ce qui nécessite de la zone de dépendances d'extraction ou de la zone d'extraction ;

- infrastructures projetées (dans le périmètre du projet et en-dehors) ;
- accessibilité du site, gestion de la mobilité et transport des produits.

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur

(art. D.VIII.33, §3 al. 1^{er}, 1^o)

Le rapport sur les incidences environnementales mettra en évidence et analysera les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon tels qu'ils figurent dans l'arrêté adoptant le projet de plan. Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

Il précisera les arguments qui justifient la nécessité de réviser le plan de secteur pour mettre en œuvre le projet sous-tendu par la révision.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs du projet de plan au regard des plans et programmes pertinents (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 1^o)

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs du projet de plan avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le CoDT, ainsi que les différents plans et programmes (tels que le schéma de développement du territoire (SDT), le plan d'environnement pour le développement durable, etc.).

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs du projet de plan au regard de ces documents.

CHAPITRE II. - Justification socio-économique de l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone de dépendances d'extraction et en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les aspects pertinents de la situation socio-économique (les principales incidences socio-économiques de la révision du plan de secteur) ainsi que son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.I.1 et D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 2^o).

1. Evaluation du besoin

1.1. Caractéristiques du produit : spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2. Évaluation de la demande : il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau, situation actuelle et perspectives de développement :

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site. Cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

- Analyser d'autres pistes de valorisation et d'utilisation du gisement.

1.2.2.-Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur) :

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).
- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.
- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les autres demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion

- sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans ;
- sur les besoins planologiques qui en découlent, tant en zone de dépendances d'extraction qu'en zone d'extraction.

1.3. Évaluation des potentialités du plan de secteur

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande évaluée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps :

- dans un premier temps, on examinera la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée (et la possibilité de désaffecter certaines parties de la zone de dépendances d'extraction existante) ;

dans un second temps, on examinera les zones de dépendances d'extraction et d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise identifiée. Les besoins en zone de dépendances d'extraction seront distingués des besoins en zone d'extraction.

2. Incidences socio-économiques

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect actuel et créé, les retombées financières générées (taxes, redevances, etc.) sur l'activité économique nationale et régionale, la valeur ajoutée produite, l'impact sur les activités économiques existantes, etc.

Ce point estimera aussi les incidences socio-économiques, à court, moyen et long terme, des autres activités qui pourraient se développer sur ce site, indépendamment du projet du demandeur, selon le prescrit des articles D.II.28 et 33.

3. Evolution probable de la situation économique si le plan n'est pas mis en œuvre

Il s'agit de préciser l'évolution probable des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable si le plan n'est pas mis en œuvre.

CHAPITRE III. - Justification de la localisation du projet de plan. Identification et analyse des variantes de localisation

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise de justifier ou non la localisation du projet de plan :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire ;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3 du chapitre II ;
- et, s'il échet, de présenter des alternatives possibles de localisation au sein de ce territoire (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 10^o).

1. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation, notamment le SDT.

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs du projet de plan tels qu'identifiés et explicités au point 2 du chapitre I

L'on examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité et gestion de la mobilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Justification de la localisation du projet de plan et de la pertinence du choix des zones à inscrire

Il s'agit ici de vérifier que la localisation du projet de plan et le choix des zones (zone de dépendances d'extraction et/ou zone d'extraction) n'entrent pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1, respectent les critères de localisation explicités au point 2 et tiennent compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation du gisement et des potentialités du site, en particulier au terme de l'exploitation.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation au projet de plan

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation au projet de plan en appliquant au

territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2 en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer le projet de plan et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales,
 - des critères de localisation,
 - des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise,
 - des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité,
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que le projet de plan, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

CHAPITRE IV. - Examen des compensations (art. D.VIII.33, §3, al.1^{er}, 9^o et D.II.45, §3, du CoDT)

Ce chapitre vise à vérifier l'application du principe repris à l'article D.II.45, §3 et l'opportunité de choisir l'une ou l'autre forme de compensation.
(VIII.33, §3, al. 1^{er}, 9^o).

En ce qui concerne les compensations planologiques, il lui revient :

- de justifier leur localisation et leur délimitation au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de droit
- de vérifier leur cohérence en fonction de la géologie locale, des caractéristiques des sites et des affectations des zones voisines ;
- au besoin, de suggérer des alternatives ;

PHASE II

CHAPITRE V. - Identification et analyse des contraintes et potentialités des composantes du projet de plan et des variantes de localisation

1. Description du cadre réglementaire

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires :

1.1.1. Niveau régional : *plan de secteur, guide régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, Plans d'assainissement (PASH), etc.*

1.1.2.-Niveau communal : *schéma de développement communal, guide communal d'urbanisme, schéma d'orientation local, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, etc.*

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière :

1.2.1. Faune et flore : *statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, etc.*

1.2.2. Activités humaines : *statut juridique des voiries et voies de communication, chemins, sentiers, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, etc. (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 4^o).*

1.2.3. Sol : *données éventuelles relatives aux terrains concernés dans la banque de données de l'état des sols visée aux articles 11 et 12 du décret relatif à la gestion des sols ou à défaut les meilleures données disponibles auprès du Service public de Wallonie ou d'autres organismes (SPAQUE – Walsols, etc.).*

1.2.4. Eau : *schéma régional des ressources en eau, captages, zones de prévention et de surveillance des captages, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), cours d'eau non navigables (catégories), zones vulnérables, wateringues, etc.*

1.2.5. Activités économiques : *périmètres de remembrement légal des biens ruraux, périmètres de reconnaissance économique, zones franches urbaines et rurales.*

1.2.6. Mobilité : *plans communaux et inter-communaux de mobilité.*

1.2.7. Risques naturels : *zones d'aléa d'inondation, axes de ruissellement, plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), karst, etc.*

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (*permis d'urbanisation existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.*).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : *périmètres de remembrement ruraux ou urbain, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, sites à réaménager, sites de réhabilitation paysagère et environnementale, etc.*

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques : *monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, sites et ensembles architecturaux classés, zones de protection de classement, carte archéologique, biens repris à l'inventaire du patrimoine régional, patrimoine monumental de Belgique, biens repris à l'inventaire communal, listes de sauvegarde, patrimoine exceptionnel, patrimoine mondial, liste des arbres et haies remarquables, etc.*

1.6. Ressources environnementales : *cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.*

1.7. Situation réglementaire de l'exploitation : *permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, etc.*

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné et évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 2^o et 3^o)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera

spécifiée et argumentée point par point par l'auteur d'étude.

2.1. Caractéristiques humaines :

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : *structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), sites archéologiques, carte des densités et pôles de développement, présence de biens immobiliers sur le site, etc.*

2.1.2. Infrastructures, accessibilité et équipements publics aériens et souterrains : *les voiries (réseau, gabarit, capacité, situation actuelle du trafic sur les voies d'accès), les voies ferrées (lignes, point d'arrêt, fréquence), les voies lentes, TEC, les voies navigables (gabarits, quais aménagés), les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les impétrants, les canalisations souterraines (y compris la collecte et le traitement des eaux usées), etc. + c artographie et évolution des capacités.*

2.1.3. Activités humaines *(nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture et la sylviculture (superficie, exploitants, productions, situation des exploitants), les activités économiques mixtes et/ou industrielles sensibles (SEVESO), les activités touristiques, les équipements socio-culturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines, etc.*

2.1.4. Activités passées et pollutions : *gîtes de minières exploitées, décharge communale, déchets industriels, etc.*

2.2. Caractéristiques environnementales :

2.2.1. Géologie : *étude géologique approfondie au sein de la zone occupée actuellement par l'exploitation – en particulier si le gisement n'est pas valorisable – et/ou dans la zone demandée. Joindre les résultats des forages et/ou des prospections géophysiques, caractéristiques physiques et chimiques de la roche, résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter... Insister sur la qualité et/ou la quantité de roche à exploiter, décrire les accidents tectoniques connus ou les cavités souterraines présentes.*

2.2.2. Pédologie : *caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique, etc.*

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie : *bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, etc.*

2.2.4. Topographie et paysages : *géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, atlas du paysage de Wallonie, etc.*

2.2.5. Air et climat – ambiance sonore et olfactive – qualité de l'air et poussières : *données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, etc.*

2.2.6. Bruits et vibrations : *sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures, etc.*

2.2.7. Faune et flore : *inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux*

protégés, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.

2.2.8. Risques naturels et contraintes géotechniques : *inondations, axe de ruissellement, phénomènes karstiques, risques miniers, éboulements, glissements de terrain, risques sismiques, etc.*

2.3. Evolution probable des caractéristiques environnementales si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable en cas d'absence de révision du plan de secteur.

3. Le cas échéant, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourrait s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement (au sens de la directive 96/82 CE) ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que des zones ou des infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 4^o)

4. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites

La conclusion décrit dans quelle mesure chaque thématique de la situation existante constitue, ou non, un atout, une faiblesse, une opportunité ou une menace (tableau AFOM) en cas de mise en œuvre de la révision du plan de secteur. Les éléments qui n'ont pas de relation avec le projet de plan ne sont pas développés.

CHAPITRE VI. - Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet de plan sur l'homme et l'environnement

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) des composantes du projet de plan sur l'homme et l'environnement (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 6^o)

Les effets doivent être distingués selon qu'il s'agit d'inscrire une zone de dépendances d'extraction ou une zone d'extraction, en tenant compte de toutes les destinations possibles de ces zones.

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Cette analyse des effets doit être menée en distinguant les effets sur les sites du projet de plan et de la/des variante(s) de localisation (définie(s) au point 4 du chapitre III) ainsi que sur leurs zones voisines respectives.

1. Effets sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène, ...)

1.1. Cadre bâti : *relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants.*

1.2. Effets sur les biens matériels et le patrimoine culturel : *monuments et sites*

classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries (servitudes publiques et chemins vicinaux), canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, etc.

- 1.3. **Charroi** : *direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire (origine-destination), charge utile, véhicules fournisseurs, visiteurs, personnels, véhicules liés à l'aménagement du site, transports exceptionnels, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, transport par rail, transport fluvial, charroi agricole, les modes actifs, etc.*
- 1.4. **Tirs de mines** : *vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, etc.*
- 1.5. **Bruit** : *au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches.*
- 1.6. **Air et climat** : *poussières - installation de jauges Owen, formation de brouillards, odeurs, etc.*
- 1.7. **Topographie et paysages** : *pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse.*

2. **Effets sur les activités humaines** : activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, etc. (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 7^o).

3. **Effets sur le sol et le sous-sol** : karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, pollution, etc.

4. **Effets sur l'hydrogéologie et l'hydrologie**

- 4.1. **Modification du régime hydrogéologique** : rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, valorisation des eaux d'exhaure, etc.
- 4.2. **Modification du régime hydrologique : débit et charge des cours d'eau, inondations** à la suite du rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides, etc.
- 4.3. **Mobilisation des ressources en eau potabilisable.**

5. **Effets sur la faune, la flore, la biodiversité**

Pendant et après la mise en œuvre du projet de plan, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, effets potentiels sur les espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc. (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

Une évaluation spécifique des incidences du projet de plan doit être réalisée sur les habitats naturels d'intérêt communautaire et sur les espèces protégées au sens de la Loi sur la protection de la nature et leurs habitats présents sur le site.

6. Interaction entre ces divers facteurs

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 5^o)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet de plan.

CHAPITRES VII. - Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives et pour renforcer ou augmenter les incidences positives de la mise en œuvre du projet de plan ou des variantes de localisation

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 10^o)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Il s'agit de vérifier l'adéquation des contours de sorte que les limites correspondent à des limites géographiques « de fait », soit des limites visibles sur le terrain : bord de route, lisières, cours d'eau, haie vive, alignement d'arbres, talus importants, etc. : des limites visibles sur la carte IGN (idem – le fait qu'elles soient reportées sur la carte atteste de leur importance pour les haies, cours d'eau, etc.) ; des alignements droits entre 2 points visibles sur la carte IGN ; une courbe de niveau de la carte IGN ou une parallèle à X mètres d'une limite visible ; des limites cadastrales.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones ;
- un phasage de l'occupation ;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers.

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont de :

- répondre aux objectifs du projet ;
- répondre au prescrit du CoDT (article D.I.1) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation ;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les incidences négatives et favoriser les incidences positives sur le plan social, économique et environnemental.

Compte tenu des caractéristiques des lieux, il convient de vérifier si l'obligation d'inclure en bordure intérieure de l'ensemble formé par les zones de dépendances d'extraction et d'extraction un périmètre ou dispositif d'isolement suffisant pourra être remplie.

2. Mesures à mettre en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 8^o)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives sur l'environnement et renforcer ou augmenter les incidences positives.

Si de telles mesures sont présentes dans le projet de plan, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres de protection prévus à

l'article D.II.21, du CoDT).

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Les prescriptions supplémentaires éventuelles sont les suivantes (article D.II.21, §3, du CoDT) :

- 1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;
 - 2° le phasage de leur occupation ;
 - 3° la réversibilité des affectations ;
 - 4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.
- Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 5^o)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement « pertinents » pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences non négligeables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telle que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre VI, point 7) si le projet de plan n'est pas mis en œuvre.

CHAPITRES VIII. - Examen des compensations

Seuls doivent être analysés les éléments des chapitres précédents jugés pertinents.

Les incidences négatives et positives doivent être identifiées.

L'auteur d'étude peut préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation.

CHAPITRE IX. - Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du projet de plan

1. Justification et comparaison du projet de plan et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 10^o)

La justification s'effectue sur base de l'article D.I.1, du CoDT et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : incidences (tant positives que négatives) sur l'environnement, mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable du projet de plan sur l'environnement, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de plan.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 12^o)

Il s'agit de **lister les incidences non négligeables**, de **proposer des indicateurs de suivi de ces incidences**, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE X. - Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 11^o)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites du rapport (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 11^o)

L'auteur du rapport précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures évaluations environnementales.

Bibliographie

Lexique

Annexes

(en ce y compris copie des études réalisées et/ou utilisées dans l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan)

Résumé non technique (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 13^o)

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et le traduire dans un langage non technique de façon à le rendre compréhensible pour un public non averti. Il doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les incidences positives, négatives et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 mai 2021 décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy - Saint-Vith (planche 50/6), d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation ainsi qu'à supprimer un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé) au lieu-dit « carrières de la Warche », à la demande de la S.A. « Nelles Frères », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction, de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu.

Namur, le 26 mai 2021.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 TERRITOIRE, LOGEMENT, PATRIMOINE ÉNERGIE
 DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 Direction du développement territorial
Offentlicher Dienst der Wallonie
 Raumordnung, Wohnungswesen, Energie, Energie
 Abteilung der Raumplanung und Städtebau
 Direction der Regionale Raumplanung



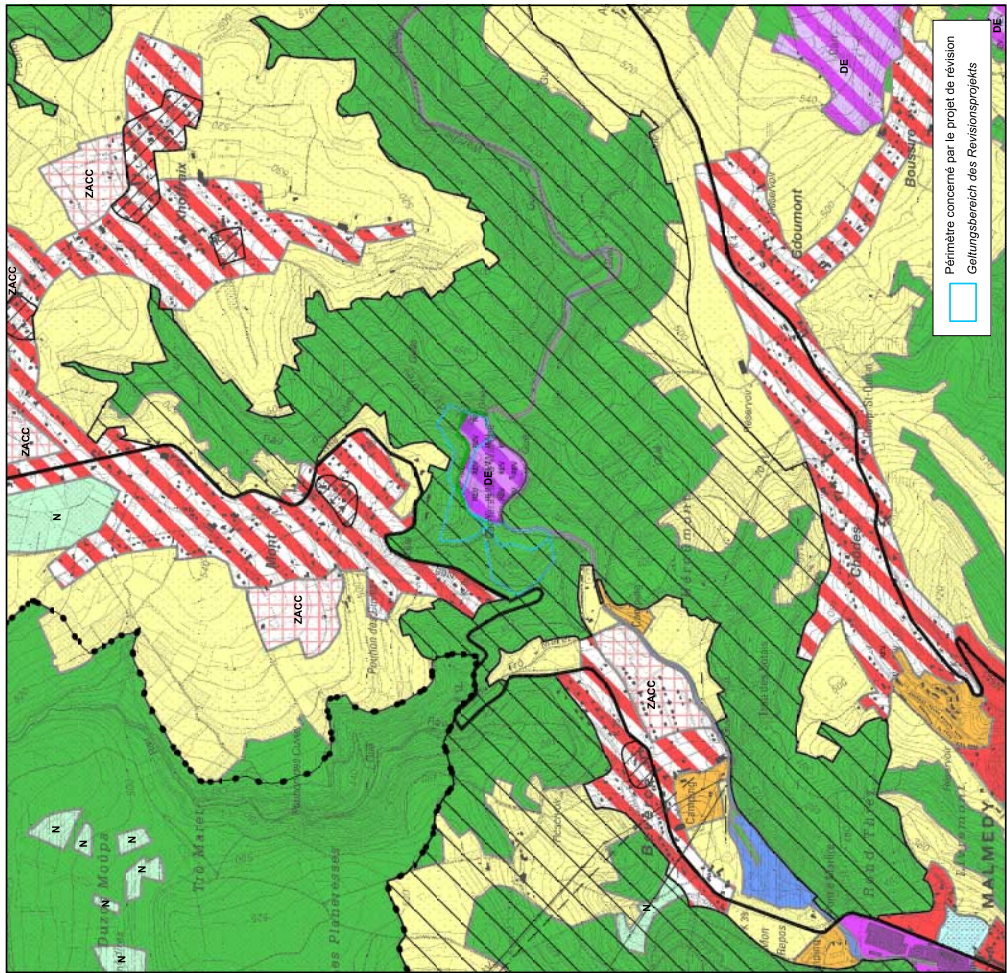
PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE MALMEDY - SAINT-VITH
 visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation
 ainsi qu'à supprimer un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune de MALMEDY (Bevercé) au lieu-dit « carrières de la Warche » »

PROJEKT ZUR REVISION DER SEKTORENPLÄNE VON MALMEDY UND SANKT-VITH
 Ziel ist es, auf die Eintragung eine Gebietes für Nebenanlagen von Abbausätten, und einem Abbaugelände, das am Ende der Betriebsfähigkeit zu eine Naturgebiet wird, sowie
 die Beseitigung eines Gebietes von landschaftsbeschaffernem Interesse. Sie liegen auf dem Gebiet der Gemeinde MALMEDY (Bevercé), bei einem Ort namens "Warche Steinbrüchen"

Vu pour être annexé à notre arrêté du
 14.04.2021, par lequel nous avons autorisé
 le présent plan de révision.
 Le Ministre de l'Aménagement du territoire
 Der Minister für Entwicklung des Territoriums

Willy BORSUS

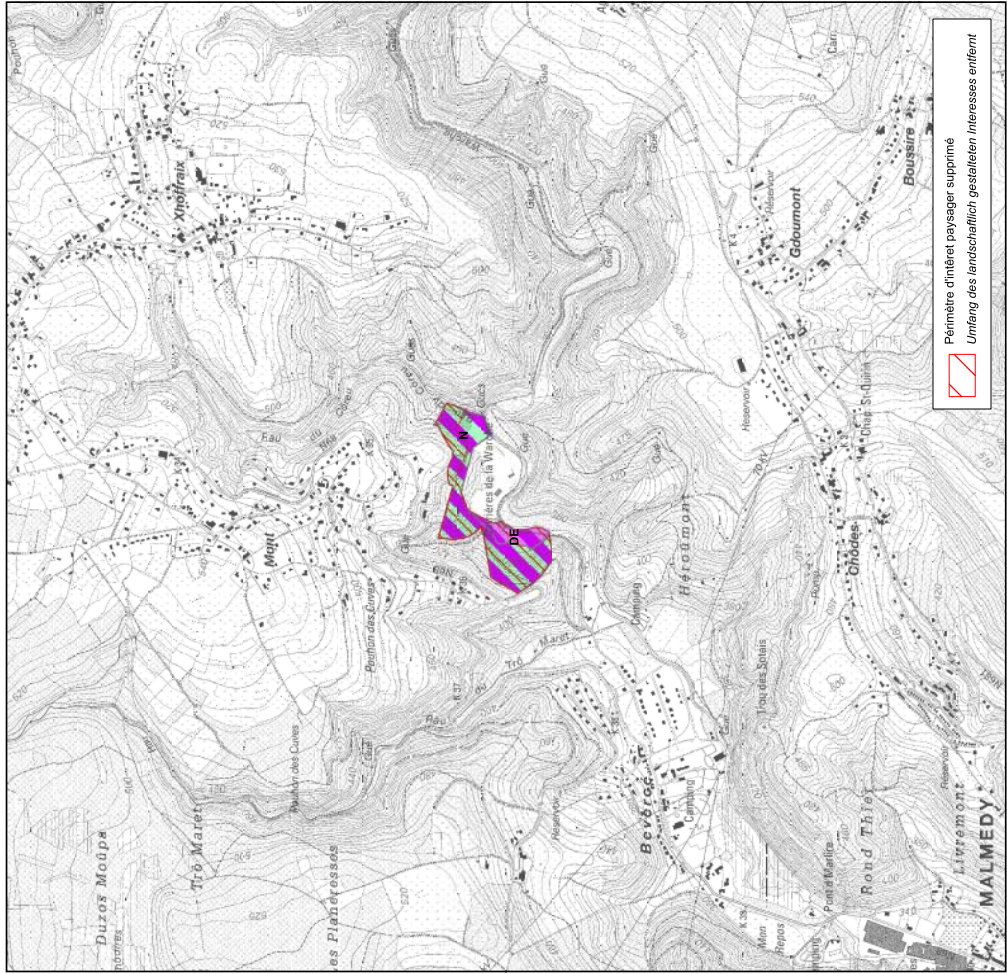
PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CoDT; ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.
SEKTORENPLÄNE auf der Grundlage von Änderungen CoDT angepasst. Dieser Plan hat keine rechtlichen Wert und wird zur Kenntnisnahme vorgelegt.



Périmètre concerné par le projet de révision
 Geltungsbereich des Revisionsprojekts

Planche IGN 5016 NORD
 Platte NGI 5016 NORDEN

La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000
 Die Originalfassung der Karte wurde im Maßstab 1:10.000 aufgestellt



Périmètre d'intérêt paysager supprimé
 Umfang des landschaftlich gestalterischen Interesses entfernt

D 6000/44S/REV16
 SPW / TLPE / DATU / DDT / JCI-VH-AD-NC-PE, 14.04.2021
 ODW / RWEE / DATU / DDT / JCI-VH-AD-NC-PE, 2021.04.14

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2021/21717]

26. MAI 2021 — Ministerieller Erlass, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/6) einer Revision zu unterziehen, den Planentwurf zur Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und eines Abbaugebiets, das nach dem Ende seiner Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet werden muss, zu verabschieden, und einen Umkreis von landschaftlichem Interesse zu streichen auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé) am Ort genannt "Carrières de la Warche" und auf Antrag der "SA Nelles Frères", um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen, und durch den ebenfalls beschlossen wird, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen sowie dessen Inhaltentwurf festzulegen

Der Minister für Raumordnung

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2020 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung;

Aufgrund der durch das Wallonische Parlament in seiner Sitzung vom 13. September 2019 genehmigten Erklärung zur Regionalpolitik 2019-2024;

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE), Artikel D.II.48 § 5 und D.VIII.33;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Raumentwicklungsschemas;

Aufgrund des endgültig durch Königlichen Erlass vom 19. November 1979 angenommenen Sektorenplans von Malmedy - Sankt-Vith und seiner späteren Revisionen, insbesondere der am 17. Dezember 1997 endgültig angenommenen Revision betreffend den Standort der Steinbrüche "Carrières de la Warche";

Darlegung des Antrags

In der Erwägung, dass die "SA Nelles Frères" bei der Wallonischen Regierung einen Antrag auf Revision des Sektorenplans Malmedy - Sankt-Vith eingereicht hat, der die Eintragung von vier Abbaugebieten, die am Ende ihrer Bewirtschaftung zu Naturgebieten werden, und eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé) betrifft, in Erweiterung eines am Ort genannt "Carrières de la Warche" gelegenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, um die Fortsetzung der aktuellen Abbautätigkeit zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass der Antrag in Anwendung von Artikel D.II.48 § 3 des GRE am 11. März 2020 beim Minister für Raumordnung eingereicht wurde; dass ihm folgende Dokumente beigelegt wurden:

1. eine Grundakte mit folgendem Inhalt:

- die Rechtfertigung der geplanten Revision des Sektorenplans im Hinblick auf Artikel D.I.1 des GRE;
- das betroffene Areal;
- die bestehende Sach- und Rechtslage;

- ein Rechenschaftsbericht über die überprüften und nicht festgehaltenen Alternativen, insbesondere unter Berücksichtigung der Bedürfnisse, denen die geplante Revision nachkommen muss, der in verstädterbaren Gebieten verfügbaren Grundstücke und deren Erreichbarkeit;

- ein Vorschlag eines Vorentwurfs im Maßstab 1/10.000;

- ein Addendum in Bezug auf den Verkehr (nach der vorherigen Informationsveranstaltung hinzugefügt);

2. die Elemente bezüglich des Ablaufs des Verfahrens zur Information der Öffentlichkeit;

3. die Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität von Malmedy;

4. der Beschluss des Gemeinderates von Malmedy;

Standort und Gegenstand des Antrags auf Revision des Sektorenplans

In der Erwägung dass sich die Steinbrüche "Carrières de la Warche" im östlichen Teil der Provinz Lüttich, auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé), am rechten Ufer der Warche und ca. 6 km nach der Talsperre von Robertville befinden;

In der Erwägung, dass die Steinbrüche "Carrières de la Warche" in einem ausgedehnten Waldgebiet gelegen sind, das an den Fluss grenzt; dass die Dörfer und Weiler, die den Steinbrüchen am nächsten liegen, die folgenden sind:

- im Südwesten das Dorf Bévercé, dessen Mitte ca. 1,2 km entfernt liegt;

- im Norden das Dorf Mont, dessen Mitte ca. 0,5 km entfernt liegt;

- im Nordwesten das Dorf Xhoffraix, dessen Mitte ca. 1,4 km entfernt liegt;

- im Süden, die Weiler Chôdes und Gdoûmont, deren Mitte ca. 1,4 km entfernt liegt;

In der Erwägung, dass die "SA Nelles Frères", ein 1962 gegründetes Familienunternehmen, dort quarzophyllische und phyllische Sandsteine (auch Sandschiefer genannt) abbaut, die für die Herstellung von Ziersteinen und Zuschlagstoffen für Bauarbeiten bestimmt sind;

In der Erwägung, dass der Antrag darauf abzielt, die Erweiterung des Steinbruchs und die Fortführung der bestehenden Tätigkeit zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass der Antrag die Abschaffung eines Areals von landschaftlichem Interesse von 9,29 ha und die Eintragung folgender Gebiete betrifft:

- vier Abbaugebiete, die am Ende der Bewirtschaftung in Naturgebiete umgewandelt werden (9,29 ha), anstelle eines Forstgebiets (7,68 ha) und eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten (1,61 ha);

- ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (1,61 ha) anstelle eines Forstgebiets;

d.h. insgesamt 10,90 ha, worunter 1,97 ha zur Schaffung von Abschirmstreifen am westlichen, nördlichen und östlichen Rand des Standorts bestimmt sind;

Vorherige Informationsveranstaltung und Stellungnahme des Gemeinderates von Malmedy

In der Erwägung, dass die vorherige Informationsveranstaltung am 13. November 2019 in Bévercé stattgefunden hat, nachdem sie über die vorgeschriebenen Wege und in den vorgeschriebenen Formen angekündigt worden war, gemäß den Bestimmungen des Artikels D.VIII.5 des GRE;

In der Erwägung, dass während der vorherigen Informationsveranstaltung Fragen, Kommentare oder mündliche Bemerkungen vorgebracht wurden, die folgende Punkte betreffen:

- die am 20. November 1997 für denselben Standort endgültig angenommene Revision des Sektorenplans;
- den guten Ruf des Unternehmens in der Gegend;
- die genaue Abgrenzung der Steinbrucherweiterung und der Abholzung in Richtung Rôteu und des bestehenden Erdwegs;
- die Wahrnehmung des vom Steinbruch ausgehenden Lärms durch die Anwohner, da er sich den bewohnten Gebieten annähern wird, und ein Teil des Waldstreifens, der sie davor schützt, abgeschnitten werden wird;
- die eventuelle Entwicklung der Abbautätigkeit in der Zone Nr. 3;
- die Risiken, die durch Sprengungen entstehen können, und das Risiko von Erdbeben;
- die Sicherheit der Zufahrtsstraße zum Steinbruch (Route de la Vallée), die keinen Geh- und Radweg hat und bei den Kreuzungen problematisch sind, sowie den Schutz der Seitenstreifen vor Beschädigungen;
- die langfristige Vision für die Entwicklung der Route de la Vallée, angesichts der Tatsache, dass die Größe der LKWs wahrscheinlich zunehmen wird; die Kosten, die dies für die Gemeinde mit sich bringen kann;
- die genaue Lage des Steinbruchs am Ende seiner Bewirtschaftung und die Art und Weise, wie das Erdreich bei der Sanierung eingebracht wird;
- im Allgemeinen, den Schutz des Eigentums der anwohnenden Eigentümer, der Natur und der Umwelt, sowie die Analyse der klimatischen Herausforderungen;
- die möglichen Enteignungen;
- die sozioökonomischen Auswirkungen im Falle der Einstellung des Betriebs des Steinbruchs, insbesondere im Hinblick auf die Beschäftigung für den Bereich Ingenieurbau der "SA Nelles Frères";
- das mögliche Vorhandensein eines umwelt- und gesellschaftlichen Finanzierungsplans;

In der Erwägung, dass das Kollegium das Protokoll der Versammlung erstellt hat;

In der Erwägung, dass innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Versammlung keine schriftliche Bemerkung an das Gemeindegremium gerichtet wurde;

Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität von Malmedy

In der Erwägung, dass der kommunale Ausschuss über den Antrag vom 16. Dezember 2019 eine günstige Stellungnahme mit Bemerkungen abgegeben hat; dass Letztere dem Antragsteller am 20. Dezember 2019, d.h. innerhalb der in Artikel D.II.48 § 2 des GRE vorgeschriebenen Frist, übermittelt wurde;

In der Erwägung, dass der kommunale Ausschuss insbesondere wünscht, dass der Umweltverträglichkeitsbericht eine Landschaftsstudie umfasst, in der insbesondere die Ansichten von der Talsohle aus berücksichtigt und die Möglichkeiten zur Umgestaltung der genutzten Flächen im Laufe der Bewirtschaftung analysiert werden;

Beschluss des Gemeinderates

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Malmedy über den Antrag vom 18. Dezember 2019 eine günstige Stellungnahme abgegeben hat; dass sein Beschluss dem Antragsteller am 20. Dezember 2019, d.h. innerhalb der in Artikel D.II.48 § 2 des GRE vorgeschriebenen Frist, übermittelt wurde;

Stellungnahmen der Pools, des beauftragten Beamten und der Personen oder Instanzen, deren Ansicht die Wallonische Regierung für nützlich hält

In der Erwägung, dass der Sondervollmächtererlass Nr. 2 der Wallonischen Regierung vom 18. März 2020 ab dem 18. März 2020 die zwingenden Fristen und Beschwerdefristen, die in den Dekreten und in den verordnungsrechtlichen Vorschriften der Wallonischen Region oder in den kraft dieser angenommenen Texten oder in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, für eine Dauer von 30 Tagen ausgesetzt hat;

In der Erwägung, dass die vollständige Akte am 27. März 2020 dem Pool "Raumordnung", dem Pool "Umwelt", dem beauftragten Beamten, dem ÖDW Mobilität und Infrastrukturen, dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, dem Generalkommissariat für Tourismus und dem Naturpark Hohes Venn - Eifel, und am 7. April 2020 der SA Engie-Electrabel vorgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass der Sondervollmächtererlass Nr. 20 der Wallonischen Regierung vom 18. April 2020 die in dem Sondervollmächtererlass Nr. 2 der Wallonischen Regierung vom 18. März 2020 festgelegten Fristen um einen neuen Zeitraum ab dem 17. April 2020 bis zum 30. April 2020 einschließlich verlängert hat;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen somit spätestens am 29. Juni eingehen mussten, und dass sie sonst als günstig gelten;

In der Erwägung, dass der ÖDW Mobilität und Infrastrukturen seine Stellungnahme am 12. Mai 2020 übermittelt hat; dass es sich um eine günstige Stellungnahme handelt, unter der Bedingung, dass die Schwankungen des Durchflusses der Warche berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass die SA Engie-Electrabel, die die Wasserkraftanlage von Robertville-Bévercé betreibt, ihre Stellungnahme am 12. Mai 2020 übermittelt hat; wie der ÖDW Mobilität und Infrastrukturen weist sie darauf hin, dass die sporadischen starken Erhöhungen des Abflusses der Warche, die sich aus dem Betrieb der stromaufwärts des Standorts der Steinbrüche "Carrières de la Warche" gelegenen Talsperre ergeben, berücksichtigt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Naturpark Hohes Venn - Eifel seine Stellungnahme am 22. Mai 2020 abgegeben hat; dass er die Akte untersucht hat, indem er die wichtigen Elemente der faktischen und rechtlichen Situation hervorhebt; dass er insbesondere auf die landschaftlichen Aspekte, die biologische Qualität des Standorts und die Auswirkungen auf die Nachbarschaft eingeht; dass er eine Reihe von Empfehlungen erteilt;

In der Erwägung, dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt seine bedingt günstige Stellungnahme am 9. Juli 2020, d.h. nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist, übermittelt hat; dass sie also als günstig gilt;

In der Erwägung, dass der Pool "Raumordnung", der Pool "Umwelt", der beauftragte Beamte und das Generalkommissariat für Tourismus keine Stellungnahme abgegeben haben; dass diese also als günstig gelten;

Rechtfertigung der geplanten Revision des Sektorenplans im Hinblick auf Artikel D.I.1 des GRE und Notwendigkeit der Revision des Sektorenplans

In der Erwägung, dass die Eintragung in den Sektorenplan von neuen Abbaugebieten und von Gebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten am Standort der Steinbrüche "Carrières de la Warche" durch wirtschaftliche und soziale Gründe gerechtfertigt ist; dass ihr Hauptzweck darin besteht, die Fortsetzung des Abbaus einer Lagerstätte von Quarzophylladen und Phylladen zu ermöglichen, die einerseits den Bedarf an Ziersteinen und andererseits den Bedarf an Zuschlagstoffen für den Ingenieurbau decken soll;

In der Erwägung, dass aus strukturgeologischer Sicht die Steinbrüche "Carrières de la Warche" am Ostrand des kambrischen Massivs von Stavelot liegen, am nordöstlichen Ende des Malmedy-Grabens und etwa 1,5 km vom Westrand des Eifel-Synklinoriums entfernt;

In der Erwägung, dass die Steinbruchbewirtschaftung auf die alten und metamorphen Schichten des Stavelot-Massivs abzielt, die aus dem Ordovizium stammen und zum "Membre de Spa" gehören; dass sie sich unter jüngeren Gesteinen aus dem Perm befinden, die die Form eines rötlichen Konglomerats haben, das als "Malmedy Pudding" bekannt ist; dass dieses Konglomerat mit dem Abraumgestein zu lagern ist; dass die Dicke dieser Schicht im Bereich der für die künftigen Abbautätigkeiten beantragten Erweiterungen zwischen 1 m und 10,5 m schwankt;

In der Erwägung, dass das "Membre de Spa" aus grünlich-blauen und grau-blauen Quarzophylladen besteht, mit einer im Allgemeinen unregelmäßigen Schichtung, die sich mit phylladischen Ebenen, gut geschichteten Quarzophylladen und Bänken aus gräulichem Quarzit abwechselt; dass die Bänke eine dezimetrische bis multidezimetrische Dicke aufweisen; dass die Quarzophylladen, die als "Sandschiefer" bezeichnet werden, durch zahlreiche feine, millimetrische, wellenförmige Laminierungen von dunkelgrüner bis schwarzer Farbe parallel zur Schichtung gekennzeichnet sind; dass die Bänke stellenweise auch zentimetergroße Quarzknollen enthalten, die leicht gestreckt und in den Schichtebenen verstreut sind; dass zwischen den Quarzophylladen-Schichten oft dünne, mehrere Millimeter oder Zentimeter große Schichten aus dunkelroten bis dunkelgrünen Phylladen beobachtet werden; dass diese Schichten, wenn sie verändert oder aufgelöst sind, in Form einer Kruste oder eines Überzugs auf der Oberfläche der Quarzophylladen-Bänke erscheinen;

In der Erwägung, dass die am Standort gewonnenen Quarzophylladen und Phylladen einerseits eine sehr vielfältige und einzigartige Farbpalette und andererseits eine große Vielfalt an Fazies, technischen Eigenschaften und Eignung für verschiedene Verwendungen aufweisen;

In der Erwägung, dass die in den Steinbrüchen "Carrières de la Warche" produzierten Steine aus qualitativer Sicht eine Dichte von ca. 2,65 t/m³ haben, dass sie nicht frostempfindlich sind, eine geringe Porosität aufweisen und sowohl verschleiß- als auch druckfest sind; dass sie außerdem von mehreren EG-Normen und dem Gütezeichen "Pierre locale" profitieren; dass sie die von der Stadt Spa festgelegten Bedingungen für Verfüll- und Pflasterungsarbeiten in der Schutz- und Präventionszone der Wasserfassungsgebiete von Spa Monopole erfüllen;

In der Erwägung, dass die "SA Nelles Frères" sich die Eigenschaften des Vorkommens zunutze gemacht hat, um eine große Vielfalt an Ziersteinen zu produzieren, von denen einige einen hohen Mehrwert haben;

In der Erwägung, dass die vermarkteten Ziersteine, deren Tonnenmenge zwischen 4.000 und 5.000 t/Jahr schwankt, in 3 Kategorien eingeteilt werden können, die eine breite Palette von Bedürfnissen abdecken:

- Bausteine mit einer rauen, geschnittenen, gespickten oder gespaltenen Verarbeitung: Bruchsteine, Ecksteine, Formköpfe, Stürze, Schwellen, Wandverkleidungen, aber auch Platten für dünne Verkleidungen an isolierten Wänden;
- Gartensteine: Pflasterplatten, Steine für Trockenmauern, Steine für Böschungen, Möbel und dekorative Stelen;
- Steine vom Typ Marmor, die gesägt werden: für den Bausektor, für den Außenbereich (Pflaster, Schwellen, etc.) oder den Innenbereich (Küchenarbeitsflächen, Tabletten, Spülbecken, Treppenverkleidungen, Pflastersteine ...) sowie für die Bestattungsbranche (Stelen)

In der Erwägung, dass die hergestellten Bausteine sowohl für die Restaurierung alter Gebäude als auch für den Bau innovativer zeitgenössischer Gebäude verwendet werden; dass sie hauptsächlich für den wallonischen Markt und insbesondere für die Ardennen bestimmt sind; dass ihre Farbtöne in der Tat typisch für die Landschaften der Ardennen sind und mit ihrer bebauten Umgebung harmonisieren;

In der Erwägung, dass die Gartensteine direkt an verschiedene Unternehmen geliefert werden, die an der Einrichtung von Parks und Gärten und an verschiedenen Arten von Außenanlagen beteiligt sind; dass sie eine Nachfrage auf dem belgischen Markt nach lokalen Qualitätsprodukten decken; dass sich das Handelsgebiet auch auf das Großherzogtum Luxemburg, die deutsche Eifel und Nordfrankreich erstreckt;

In der Erwägung, dass es sich bei den gesägten Produkten um innovative Produkte mit hohem oder sehr hohem Mehrwert handelt; dass ihre Entwicklung im Jahr 2010 dank einer Partnerschaft zwischen Nelles Frères SA und der auf Marmorarbeiten spezialisierten DBPN SA eingeleitet wurde; dass sie auf dem belgischen Markt, insbesondere in Brüssel und im flämischen und wallonischen Brabant, aber auch in ganz Flandern und im Ausland, insbesondere in den Niederlanden, verkauft werden;

In der Erwägung, dass es auf wallonischem Gebiet, was Alternativen und Konkurrenz betrifft, nur zwei weitere kleine Steinbrüche gibt, die die ordovizischen geologischen Schichten des Stavelot-Massivs, und insbesondere das "Membre de Spa", abbauen; dabei handelt es sich um den Steinbruch Pont de Florêt in Bra (Lierneux), der ca. 60 t/Jahr Fassadenplatten und Verkleidungssteine produziert, und den Steinbruch Heid des Forges in Chevron (Stoumont), der ca. 300 t/Jahr Bauplatten und Bausteine produziert;

In der Erwägung, dass einige andere Steinbrüche in den Ardennen ähnliche, aber nicht identische Produkte liefern;

In der Erwägung, dass die "SA Nelles Frères" auch einen kleinen Steinbruch in Vielsalm besitzt, dass es sich aber dort um eine Schieferproduktion handelt;

In der Erwägung, dass es sich bei all diesen Steinbrüchen um handwerklich betriebene Steinbrüche handelt; dass sie außerdem die Warche-Steinbrüche auf dem belgischen Markt für schieferhaltigen Zierstein ergänzen; dass es angesichts der geringen Produktion und der relativ hohen Nachfrage vorteilhaft ist, wenn es mehrere Abbaustätten gibt, die einen gesunden Wettbewerb ermöglichen; dass dadurch auch eine Konzentration der lästigen Bewirtschaftung auf eine geringe Anzahl großer Standorte vermieden wird;

In der Erwägung, dass die jährliche Gesamtproduktion der Steinbrüche "Carrières de la Warche" zwischen 55.000 und 60.000 t/Jahr schwankt; dass die Bänke, die nicht für die Verwendung als Zierstein geeignet sind, und die bei der Bearbeitung des Steins anfallenden Nebenprodukte als Zuschlagstoffe verschiedenen Kalibers für Ingenieurbauarbeiten verwendet werden; dass diese Zuschlagstoffe in einem Umkreis von 30 bis 40 km um den Steinbruch verwendet werden;

In der Erwägung, dass, was den Umsatz anbelangt, aus der Grundakte hervorgeht, dass der Anteil aus der Gewinnung von Ziergestein ca. 60 % und der Anteil aus der Gewinnung von Zuschlagstoffen 40 % beträgt; die Gewinnung von Ziergestein ist also die Haupttätigkeit des Steinbruchs;

In der Erwägung, dass die Zuschlagstoffe jedoch 93 % der gewonnenen Tonnenmenge ausmachen, d. h. ca. 50.000 t/Jahr; dass der Antragsteller jedoch der Ansicht ist, dass in den Bereichen, für die eine Fortsetzung des Abbaus beantragt wurde, aufgrund der Qualität der Bänke der Anteil der Ziersteine erhöht werden könnte; er könnte somit von 7 % auf 11 % steigen;

In der Erwägung, dass es daher wichtig ist, die Gewinnung von Ziersteinen mit der Produktion von Zuschlagstoffen zu kombinieren, um die Nutzung der ausgehobenen Untergrundressourcen zu maximieren und das Volumen des Abfallgesteins zu minimieren;

In der Erwägung, dass der Antragsteller angibt, dass er 9 unterschiedliche Granulatkaliber und 3 Kaliber von Gestein, das zur Bodendeckung bestimmt ist, herstellt; dass sogar die vorgesehbenen Produkte verwertet werden; dass die Verwertungsrate des Vorkommens derzeit 80 % beträgt; dass in den kommenden Monaten neue Investitionen zur Vervollständigung der Sieb-/Brechanlagen geplant sind; dass sie es ermöglichen sollten, eine Verwertungsrate von 85 % zu erreichen;

In der Erwägung, dass eine solche Verwertungsrate insbesondere dank der Tatsache erreicht werden kann, dass "SA Nelles Frères" auch über einen Zweig "öffentliche und private Arbeiten" verfügt, der in den Bereichen Straßenbau, öffentliche und private Arbeiten, Betonherstellung und Recycling tätig ist; dass die Basisakte zeigt, dass etwa 85 % der im Steinbruch "Carrières de la Warche" produzierten Zuschlagstoffe tatsächlich direkt vom Zweig "öffentliche und private Arbeiten" verwendet werden; dass eine eigene Produktion von Zuschlagstoffen für den Zweig "öffentliche und private Arbeiten" sehr wichtig ist; dass es sich also um ein integriertes Unternehmen handelt, das die Kreislaufwirtschaft praktiziert;

In der Erwägung, dass es, was Alternativen und Wettbewerb auf lokaler Ebene betrifft, nur drei weitere Steinbrüche gibt, die Zuschlagstoffe für Ingenieurbauarbeiten und Betonwerke produzieren; dass sie mit zwei öffentlichen Bauunternehmen gekoppelt sind; dass es sich um folgende Unternehmen handelt:

- den Steinbruch "Carrière de la Warchenne in Malmedy" und den Steinbruch "Carrière de Lasnenville", die von der "SA Bodarwé" bewirtschaftet werden, die dort Zuschlagstoffe in Mengen von ca. 350.000 t/Jahr bzw. ca. 60.000 t/Jahr produziert;

- den Steinbruch "Carrière de Bouhaye in Weismes", der von der "SA Trageco" bewirtschaftet wird, die dort Zuschlagstoffe in Mengen von ca. 300.000 t/Jahr produziert;

In der Erwägung, dass die "SA Nelles Frères", was die Gesamtproduktion von Zuschlagstoffen betrifft, also nur etwa 7 % der lokalen Produktion ausmacht; dass es sich also um einen zweitrangigen Akteur auf dem lokalen Markt handelt;

In der Erwägung, dass die "SA Nelles Frères" im Bereich der Betonherstellung mit der "SA Boreta" (die zur "Bodarwé"-Gruppe gehört) in der "SA NB Béton" verbunden ist, die vier Betonwerke besitzt (Gouvy, Malmedy, Weismes und Eupen), und dass sie diese mit 10 % der Rohstoffe beliefert;

In der Erwägung, dass die Existenz der "SA Nelles Frères", ein Ingenieurbauunternehmen und ein Produzent von Zuschlagstoffen dank der Steinbrüche "Carrières de la Warche", es in diesem Zusammenhang dem lokalen Markt ermöglicht, über drei Akteure zu verfügen; dass dies einen gesunden Wettbewerb garantiert, insbesondere im Rahmen der öffentlichen Aufträge;

In der Erwägung, dass der Antragsteller außerdem die Eintragung einer Fläche für die Lagerung von Abfallgestein beantragt; dass das zu lagernde Abfallgestein aus Abraumerde (Oberflächenerde und "Malmedy-Pudding") sowie aus feinem Siebgut besteht; dass diese Materialien schwer zu verwenden sind, selbst wenn das Unternehmen einen kleinen Teil davon zu verwerten vermag; dass das Abfallgestein derzeit ca. 20 % der abgebauten Tonnenmenge entspricht; dass dieser Prozentsatz dank neuer Investitionen bald auf etwa 15 % gesenkt werden soll; dass es dennoch unerlässlich ist, dass ein Platz für ihre Lagerung vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass der Antragsteller auch die Erweiterung des im aktuellen Sektorenplan aufgeführten Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten beantragt; dass die beantragte Erweiterung für die Klärungs-/Absetzungsanlagen des aus dem Betrieb stammenden Wassers, für die Absetzbecken und für die Lagerung verschiedener Fertigprodukte und sonstiger Materialien des Unternehmens bestimmt ist, die wesentliche Ergänzungen des Betriebs darstellen;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der aktive Steinbruch zwölf direkte und sechs indirekte Arbeitsplätze (über seine Zulieferer) schafft; dass die "SA DBPN" (Marmorwerk) fünf und die "SA NB Béton" zwanzig Arbeitsplätze schafft, dass alle Aktivitäten der "SA Nelles Frères" (Steinbruch und öffentliche Arbeiten) einhundertsechundsiebzig Arbeitsplätze schaffen, von denen viele in der Umgebung angesiedelt sind, und dass es sich um den drittgrößten Arbeitgeber auf dem Gebiet der Gemeinde handelt; dass die Fortführung der Aktivitäten auf dem Gelände des Steinbruchs "Carrières de la Warche" es ermöglichen sollte, die Beschäftigung zu erhalten;

In der Erwägung, dass die beantragte Erweiterung die Fortsetzung der Produktion von Ziersteinen, der Herstellung von Zuschlagstoffen, der Lagerung von Abfallgestein, des Ausbaus der Nebenanlagen sowie der Schaffung von Abschirmvorrichtungen ermöglichen wird;

In der Erwägung, dass es in der Tat im Interesse der Region ist, dass die Tätigkeit der Gewinnung von Steinen, die hauptsächlich für die Herstellung von Ziersteinen und ergänzend zur Produktion von Zuschlagstoffen bestimmt sind, auf dem Gelände der Steinbrüche "Carrières de La Warche" fortgesetzt wird;

In der Erwägung, dass der Antrag aus diesen Gründen auf ausgewogene Weise einen erheblichen Teil der wirtschaftlichen, sozialen und Erbe bezogenen Bedürfnisse der Allgemeinheit in Bezug auf die Sektoren des Abbaus und der öffentlichen Arbeiten deckt, indem er ohne Diskriminierung der Dynamik und den Spezifitäten des Raums Malmedy und der benachbarten Gemeinden sowie der sozialen Kohäsion Rechnung trägt;

Übereinstimmung der geplanten Revision des Sektorenplans mit dem Raumentwicklungsschema

In der Erwägung, dass die in dem in Sachen Nutzung der Bodenschätze geltenden Raumentwicklungsschema formulierten Umsetzungsgrundsätze gebieten, dass der Eintragung eines Abbaugebiets in den Sektorenplan eine Studie über die Art, den Umfang und die Seltenheit des Vorkommens sowie über den mittelfristigen Bedarf der Allgemeinheit vorausgehen muss; dass dieser Bedarf auf der Grundlage einer Dauer von dreißig Jahren zu bewerten sind;

In der Erwägung, dass die Art, das Volumen, und die Seltenheit des Vorkommens im Jahre 2010 im Rahmen des 1995-1996 (1. Vereinbarung) vom Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Universität Lüttich aufgestellten Inventars der Bodenschätze der Wallonischen Region, das POTY-Studie genannt wird und 2010 aktualisiert wurde, bewertet wurden;

In der Erwägung, dass die am Standort der "Carrières de la Warche" bewirtschafteten Quarzophylladen und Phylladen für mehrere wallonische Wirtschaftssparten, worunter einige innovative Branchen, sehr interessante Materialien darstellen;

In der Erwägung, dass die Grundakte angibt, dass am 1. Januar 2019 das Bruttovolumen des Gesteins, das gemäß der Abbaugenehmigung vom 22. Mai 1998 noch abgebaut werden kann, ca. 255.000 m³ beträgt; dass diese Reserven einer Aktivität von 7 bis 10 Jahren bei der gegenwärtigen Produktionsrate entsprechen; dass jedoch die meisten dieser Reserven sich im zentralen Teil des Betriebs befinden, wo das Gestein kompakter und weniger schieferhaltig ist und sich eher für die Produktion von Zuschlagstoffen als für Ziersteine eignet; dass außerdem der Abbau dort derzeit aufgrund der Konfiguration der Bänke schwierig ist;

In der Erwägung, dass zwei der beantragten Abbaugebiete die Erweiterung der Abbauzone einerseits in Richtung Nordwesten ("Trou à dalles", 1,77 ha) und andererseits in Richtung Nord-Nordosten ("Zone du Côreu", 1,96 ha) ermöglichen werden; dass diese beiden Erweiterungen etwas unterschiedlichen Vorkommen entsprechen; dass sie die Fortsetzung der Produktion der drei Kategorien von Ziergestein ermöglichen, die derzeit in den Steinbrüchen "Carrières de la Warche" produziert werden; dass außerdem der Abbau im nord-nordöstlichen Teil dann einen besseren Zugang zum zentralen Teil ermöglicht, der derzeit schwer zugänglich ist;

In der Erwägung, dass der Antragsteller der Ansicht ist, dass die Steinbrüche "Carrières de la Warche" in der beantragten Konfiguration eine Gewinnungsreserve für einen Zeitraum von ca. 50 Jahren haben werden;

In der Erwägung, dass dies mehr ist als die im Raumentwicklungsschema empfohlene Dauer von 30 Jahren;

In der Erwägung, dass einerseits die Eigenschaften der Gesteine in dieser Art von Vorkommen sehr variabel sind und andererseits der Antragsteller eine breite Palette von Produkten herstellt, die Steine mit sehr präzisen Eigenschaften erfordern; dass es somit für ihn wichtig ist, über eine breite Abbaulinie zu verfügen, die es ihm ermöglicht, das Gestein je nach der zu befriedigenden Nachfrage von der einen oder anderen Bank aus abzubauen;

In der Erwägung, dass kurzfristig bereits erhebliche Investitionen auf dem Gelände geplant sind;

In der Erwägung, dass die für die Erweiterung des Abbaus beantragte Gesamtfläche nur 3,73 ha beträgt (wovon 1,18 ha für Abschirmrichtungen vorgesehen sind) und dass es sich um die letzte mögliche Erweiterung auf dem Gelände handelt, wenn man das Vorhandensein der Warche im Süden und die Nähe von bewohnten Gebieten in den anderen Richtungen berücksichtigt;

In der Erwägung, dass der Antrag aus diesen Gründen dem Artikel D.II.20 des GRE genügt;

Beschreibung des betroffenen Gebiets

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der Antrag Folgendes betrifft:

- die Eintragung in der nordwestlichen Verlängerung des derzeitigen Steinbruchs eines Abbaugebiets, das am Ende der Bewirtschaftung ein Naturgebiet mit einer Fläche von ca. 1,77 ha anstelle eines Forstgebiets werden wird, um dort Blöcke für die Herstellung von marmorartigen Ziersteinen (gesägte Steine mit hohem Mehrwert) und Platten zu gewinnen (Zone Nr. 1 der Grundakte, bekannt als "Trou à dalles", südlich an die Zone 3 der Grundakte angrenzend);

- die Eintragung in der nordnordöstlichen Verlängerung des derzeitigen Steinbruchs eines Abbaugebiets, das am Ende der Bewirtschaftung ein Naturgebiet mit einer Fläche von ca. 1,94 ha anstelle eines Forstgebiets werden wird, um dort Ziersteine des Typs Gartensteine (für Trockenmauern) und Bausteine zu gewinnen (Zone Nr. 2 der Grundakte, bekannt als "zone du Côreu", in der Verlängerung der Zone 5 der Grundakte);

- die Eintragung westlich vom derzeitigen Steinbruch eines Abbaugebiets, das am Ende der Bewirtschaftung ein Naturgebiet mit einer Fläche von ca. 3,95 ha anstelle eines Forstgebiets werden wird, um dort die schon seit Jahren stattfindende Lagerung von Abfallgestein fortzuführen (Zone 3 der Grundakte);

- die Eintragung westsüdwestlich vom derzeitigen Steinbruch eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten mit einer Fläche von ca. 1,61 ha anstelle eines Forstgebiets; dieses Gebiet umfasst zurzeit einerseits die Klärbecken für das aus dem Betrieb des Steinbruchs stammende Wasser, bevor es in die Warche eingeleitet wird, und andererseits die Lagerplätze für Endprodukte und sonstige Materialien des Betriebs Nelle Frères (Zone 4 der Grundakte);

- die Eintragung im östlichen Teil vom derzeitigen Steinbruch eines Abbaugebiets, das am Ende der Bewirtschaftung ein Naturgebiet mit einer Fläche von ca. 1,61 ha anstelle eines Forstgebiets werden wird, anstelle eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, um dort die Abbautätigkeiten (unter Ausschluss von Nebenanlagen von Abbaustätten) fortzuführen (Zone 5 der Grundakte);

- die Abschaffung des in den Zonen 1 bis 4 der Grundakte vorhandenen Arealen von landschaftlichem Interesse.

Analyse der wichtigsten Elemente der bestehenden Rechtslage

In der Erwägung, dass das im derzeit geltenden Sektorenplan eingetragene Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten in einem Forstgebiet mit dem Überdruck eines Arealen von landschaftlichem Interesse gelegen ist, das sich auf die bewaldeten Hänge der Warche und ihrer Zuflüsse erweitert.

In der Erwägung, dass der Steinbruch sich im nördlichen Teil der Gemeinde Malmedy befindet, auf den sich der Naturpark "Hohes Venn - Eifel" erstreckt;

In der Erwägung, dass das Projekt, was die Hydrologie betrifft, im Zwischeneinzugsgebiet der Amel und in der Wassermasse "AM16R - Warche III", des Typs "Ardenner Flüsse mit starkem Gefälle", gelegen ist; dass die betroffenen Wasserläufe die folgenden sind:

- die Warche, die in Höhe des betreffenden Standorts als nichtschiffbarer Wasserlauf der 1. Kategorie eingetragen ist, und dem südlichen Rand der Zone 5 und dem östlichen Rand der Zone 4 der Grundakte entlang gelegen ist;

- der Bach Cöreu, der in Höhe des betreffenden Projekts als nichtschiffbarer Wasserlauf der 3. Kategorie eingetragen ist, und dem östlichen Rand der Zone 2 der Grundakte entlang gelegen ist;
- ein nicht eingestufferter Bach ohne Namen, der den westlichen Teil des Standorts an der Kreuzung der Zonen 1, 3 und 4 der Grundakte durchquert;

In der Erwägung, dass aus hydrogeologischer Sicht die von der SWDE für die öffentliche Wasserversorgung genutzte pauschale entfernte Präventivzone (IIB) der Wasserentnahme von Xhoffraix (Bohrung 54 m tief, Code 50/2/8/003) weniger als 500 m nordöstlich des Projekts liegt; dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in seiner Stellungnahme vom 9. Juli 2020 jedoch der Ansicht ist, dass sie durch die beantragte Erweiterung nicht gefährdet wird;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Region vom 9. Mai 2019 über die Annahme der ökologischen Verbindungen gemäß Artikel D.II.2 § 2 Absatz 4 des GRE bestätigt, dass es notwendig ist, auf regionaler Ebene ein kohärentes ökologisches Netzwerk entlang der Hochtäler der Ardennen, einschließlich der Warche, zu gewährleisten, um eine Reihe von sehr feuchten Lebensräumen, die die Gipfel der Ardennentäler einnehmen (Sumpfwälder, Quellgebiete, niedrige Sümpfe, Feuchtwiesen usw.), und Lebensräume auf sehr oberflächlichen Böden (Handwälder) miteinander zu verbinden;

In der Erwägung, dass sich südlich des Steinbruchs das Natura 2000-Gebiet BE33042 "Vallées de la Warche et du Bayehon en aval du barrage de Robertville" erstreckt, das einen bedeutenden Teil der Hänge des Tals der Warche und ihrer Zuflüsse bedeckt; dass dieser Standort sehr schöne Schluchthornwälder, Auenwälder mit einer bemerkenswerten Flora und kieselhaltige Geröllhalden, die außergewöhnlich reich an Moosen sind, umfasst;

In der Erwägung, dass sich die vom Antragsteller beantragten Zonen 2, 4 und 5 geringfügig mit dem Natura 2000-Gebiet BE33042 überschneiden; dass die betroffenen Bewirtschaftungseinheiten die folgenden sind: BE10 "nicht einheimische Verbindungswälder" und BE7 "prioritäre Auenwälder", dass nur die vorhandene Zugangsstraße und die vorgesehenen Abstandsbereiche betroffen sind;

Analyse der wichtigsten Elemente der bestehenden Sachlage

In der Erwägung, dass der bestehende Steinbruch am Hang zwischen den ungefähren Höhenlagen von +363 m und +425 m aufgeschlossen ist; dass die Fronten eine Gesamthöhe von etwa 60 m erreichen, mit einem Zwischenniveau;

In der Erwägung, dass der Steinbruch derzeit die gesamte Fläche des auf dem geltenden Sektorenplan eingezeichneten Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten einnimmt, d.h. ca. 7,63 ha, mit Ausnahme einer bewaldeten Fläche von ca. 0,6 ha, die sich nördlich des zentralen Teils befindet;

In der Erwägung, dass die Abbautätigkeit im Nordosten und Nordwesten (Zonen 1 und 2 der Grundakte) des Steinbruchs geringfügig über den Bereich des Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten hinausgeht; dass im Westen der größte Teil der Zonen 3 und 4 der Grundakte bereits durch die Ablagerung von Abraumgestein, die Lagerung verschiedener Materialien und Absetzbecken belegt ist und dass die Aktivität des Steinbruchs laut der Grundakte derzeit etwa 12,2 ha einnimmt;

In der Erwägung, dass der Steinbruch Teil der landschaftlichen Einheit des Hochplateaus der Nordost-Ardennen ist, dessen Atlas noch nicht erstellt wurde;

In der Erwägung, dass sich der Steinbruch in einem steilen Tal innerhalb eines Waldmassivs befindet; dass jedoch ein Teil des Waldstreifens, der das Gelände schützt, nach und nach bei der Erweiterung des Steinbruchs reduziert wird; dass der Naturpark Hohes Venn - Eifel in seiner Stellungnahme vom 22. Mai 2020 darauf hinweist, dass die derzeitige Auswirkung des Steinbruchs auf die Landschaft nicht sehr bedeutend ist, aber einen ausreichend großen Waldstreifen um den zukünftigen Abbaumumfang erhalten sehen möchte, um die Auswirkungen auf die Landschaft und auch die Ausbreitung des durch die Aktivität erzeugten Lärms zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Zufahrt zum Steinbruch über eine Gemeindestraße, nl. die "route de la Vallée", erfolgt, die nach ca. 1 km in Bévercé in die Regionalstraße 68 mündet; dass die Zufahrt zur Autobahn A27-E42 5 km entfernt ist; dass sie die Durchfahrt der Stadt Malmedy erfordert;

In der Erwägung, dass das Verkehrsaufkommen nach der Grundakte in der Größenordnung von 14 bis 19 LKWs/Tag (d.h. 28 bis 38 Durchfahrten/Tag) liegt; dass dieses Verkehrsaufkommen während bestimmter Baustellen, d.h. an ca. 20 Tagen/Jahr, 25 LKWs/Tag, d.h. 50 Durchfahrten erreichen kann;

In der Erwägung, dass die "route de la vallée" sehr eng ist, Wohngebiete durchquert und an einem Campingplatz vorbeiführt; dass der Antragsteller dennoch eine Reihe von Arbeiten durchgeführt hat, um sie sicher zu machen;

In der Erwägung, dass der ÖDW Mobilität und Infrastrukturen in seinem Gutachten vom 12. Mai 2020 mitteilt, dass die Auswirkungen des Projekts seiner Ansicht nach auf den Verkehr auf der Regionalstraße 68 minimal oder null sind, da das Ziel der Überprüfung die Fortsetzung des Betriebs im derzeitigen Umfang ist;

In der Erwägung, dass ein Wanderweg, der Teil des Wanderwegenetzes des Hohen Venns ist, am Fuße des Steinbruchs, am Rande der Warche, über mehrere hundert Meter verläuft; dass mehrere andere Wanderwege die bewaldeten Hänge kreuzen, die an den Steinbruch grenzen; dass diese Wege und Pfade sowohl von der lokalen Bevölkerung als auch von Touristen, die das Warche-Tal besuchen, intensiv genutzt werden;

In der Erwägung, dass sich das Projekt entlang der Warche, flussabwärts der Talsperre von Robertville befindet; dass der ÖDW Mobilität und Infrastrukturen in seiner Stellungnahme vom 12. Mai 2020, sowie die SA Engie-Electrabel, Betreiber des Wasserkraftwerkskomplexes Robertville-Bévercé, in seiner Stellungnahme vom 12. Mai 2020 darauf hinweist, dass zu berücksichtigen ist, dass der Durchfluss der Warche auf der rechten Seite des Steinbruchs in der Regel weniger als 1 m³/s beträgt, dass er aber bei der jährlichen Kontrolle der Schleusen des Staudamms oder bei der Nutzung der Talsperre im Rahmen des Hochwassermanagements mehr als 220 m³/s erreichen kann;

In der Erwägung, dass ein Teil der Zonen 3 und 4 der Grundakte, die sich in der Talsohle befinden, von einem geringen Überschwemmungsrisiko durch Überlaufen von Wasserläufen betroffen sind; dass ein hohes Risiko ein kleines Gebiet in der Nähe der Warche betrifft; dass jedoch der Fußweg, der zwischen dem Steinbruch und der Warche angelegt wurde, erhöht wurde, um als Deich zu fungieren, um Überschwemmungen im Falle eines hohen Abflusses der Warche zu vermeiden; dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in seiner Stellungnahme vom 9. Juli 2020 der Ansicht ist, dass die beantragten Erweiterungen nicht durch das Überlaufen der Warche beeinträchtigt werden sollten;

In der Erwägung, dass der Hang der Warche, wo sich die beantragte Erweiterung befindet, folgende Wasserläufe umfasst:

- den Bach Cöreu östlich des in den geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und der Zone 2 der Grundakte;
- einen Bach ohne Namen westlich des in den geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten;
- drei konzentrierte Abflussachsen (nach der Modellierung LIDAXES II von 2018), von denen die wichtigste die Zonen 3 und 4 der Grundakte durchquert;

In der Erwägung, dass die Bereiche dem Bach Côleu und dem Bach ohne Namen entlang eine schwache Überschwemmungsgefahr durch das Überlaufen von Wasserläufen und durch Abfluss aufweisen;

In der Erwägung, dass das Tal, in dem der Bach Côleu fließt, sehr steil ist und dass der Bach eine heftige Strömung hat; dass es daher unerlässlich sein wird, einen ausreichenden Abstand und Schutz zwischen der Ausgrabung und dem Bach einzuhalten, damit dieser nicht in den Steinbruch fließt;

In der Erwägung, dass der Bach ohne Namen den westlichen Teil des Geländes durchquert, bevor er in die Warche mündet, dass er bereits teilweise kanalisiert ist, um eine Vermischung seines Wassers mit dem Abflusswasser innerhalb des Steinbruchs zu vermeiden; dass die Durchführung der Revision des Sektorenplans seinen Verlauf nicht beeinflussen sollte;

In der Erwägung, dass die wichtigste konzentrierte Abflussachse die Zonen 3 und 4 der Grundakte durchquert;

In der Erwägung, dass die Zone 3 bereits für die Ablagerung von Abraum genutzt wird; dass die vorhandenen Ablagerungen an den Hang gelehnt sind und eine variable Tiefe aufweisen, die ca. 30 m erreichen kann; dass der Antragsteller diese Zone weiterhin für die Ablagerung neuer Schichten von Abraum nutzen möchte, deren Tiefe bis zu 17 m betragen könnte, und dass das dann erreichte Niveau von +410 m ca. 15 m unter der Höhe des Plateaus liegen würde;

In der Erwägung, dass dieser Standort gewählt wurde, weil an dieser Stelle die Schwemmlandebene der Warche von Natur aus breiter ist; dass es derzeit keinen anderen Ort gibt, der die Ablagerung von Abraum in der Nähe des Steinbruchs ermöglicht; dass geplant ist, dass 66 % des aus der beantragten Erweiterung resultierenden Abraumgesteins dort abgelagert werden;

In der Erwägung, dass die derzeit in der Zone 3 der Grundakte vorhandenen Ablagerungen offensichtlich stabil sind; dass jedoch die weitere Anhäufung von Abraum, der hauptsächlich aus Erde und Siebgut besteht, an diesem Standort, an dem der Hang von einer konzentrierten Abflussachse durchquert wird und der Untergrund nicht sehr durchlässig ist, nur nach eingehenden technischen Studien und mit dem Einsatz von Überwachungsmaßnahmen erfolgen kann;

In der Erwägung, dass der Antragsteller vorhersieht, dass er nach dem Abbau der Zone 2 der Grundakte auch dort Abraum ablagern kann ("backfilling"); dass er vorhersieht, dass ca. 34 % des Abraums, der sich aus der beantragten Erweiterung ergibt, dort abgelagert wird; dass die Verfüllung ("backfilling") auch innerhalb der Grube erfolgen könnte, die kürzlich in der Steinbruchsohle zwischen der Formgebungshalle und den Arbeitsflächen übermäßig tief ausgegraben wurde;

In der Erwägung, dass, was das Grundwasser betrifft, ein Zufluss von Wasser auf dem westlichen Teil der Abbaufäche beobachtet wurde; dass es höchstwahrscheinlich aus dem permischen Aquifer stammt, der die Quarzophylladen-Lagerstätte bedeckt; dass dieses Wasser vom Betreiber mit dem Abflusswasser behandelt wird;

In der Erwägung, dass die Abbausohle derzeit ca. 2 m über dem Niveau der Warche gehalten wird, das von +363 m stromaufwärts des Steinbruchs bis +358 m stromabwärts schwankt; dass für die Wasserbewirtschaftung normalerweise keine Wasserhaltung erforderlich ist; dass jedoch zwischen der Formgebungshalle und den Abbaufächen innerhalb der im aktuellen Sektorenplan ausgewiesenen Abbaufächen eine ca. 25 m breite und 900 m lange Grube bis zu ca. 10 m tiefer als nötig ausgehoben wurde; dass dort die hydraulischen Strömungen analysiert werden;

In der Erwägung, dass das aus der Warche entnommene Sägewasser nach der Nutzung in einer primären Klärgrube gesammelt wird; dass es sich dann mit dem abfließenden Wasser vereinigt und in ein Dekantiersystem geleitet wird, dann durch tiefe Betongraben gesammelt wird und schließlich in mehreren Becken dekantiert wird, bevor es in die Warche eingeleitet wird; dass sich diese Anlagen in Zone 4 der Grundakte befinden;

In der Erwägung, dass die Einleitungsstelle für Abfluss- und Sägewasser vor kurzem flussabwärts verlegt wurde, so dass selbst im Falle eines Sturms das trübe Wasser aus dem Steinbruch nicht den Einspeisepunkt der Teiche einer nahe gelegenen Fischzucht erreichen kann;

In der Erwägung, dass der Antrag die Gefahr einer Verschlechterung der Qualität des Wasserkörpers normalerweise nicht signifikant erhöhen sollte; dass dieser Aspekt dennoch analysiert werden sollte;

In der Erwägung, dass die Antragsakte bereits eine Reihe von Antworten auf die durch die tatsächliche Situation aufgeworfenen Fragen gibt, insbesondere in Bezug auf Lärm und Vibrationen aufgrund von Sprengungen; dass bereits bestimmte Maßnahmen ergriffen wurden, um die Staubemissionen zu begrenzen und die Isoliervorrichtungen zu verbessern; dass jedoch die neue Konfiguration des Geländes, die sich aus der Erweiterung des Steinbruchs ergeben wird, zweifellos die Lärmauswirkungen der Tätigkeit verändern wird, was bedeutet, dass dies berücksichtigt werden muss;

In der Erwägung, dass das im aktuellen Sektorenplan ausgewiesene Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und ein Teil der beantragten Flächen in der Datenbank über den Bodenzustand unter der Farbe "Pfersich" geführt werden; dass es sich zum jetzigen Zeitpunkt aber nur um einen Verdacht der Verschmutzung handelt;

In der Erwägung, dass die Teile der beantragten Erweiterung, die noch nicht anthropisiert sind, d. h. der größte Teil der Zone 1, der Zone 2 und der obere Teil der Zone 3 der Grundakte, von Fichten, Buchen, Birken und von Ginster wiederbesiedelten Kahlschlägen besetzt sind;

In der Erwägung, dass ein großer Teil des bestehenden Steinbruchs, n.l. die Zonen 2, 4, 5 und ein Teil der Zonen 1 und 3 der Grundakte Teil des Gebiets von großem biologischen Interesse 2986 "Carrières de la Warche" sind;

In der Erwägung, dass der aktuelle Steinbruch und seine zukünftige Entwicklung in der Tat von großem Interesse für die Entwicklung bemerkenswerter Arten sind, die mit offenen natürlichen Pionierlebensräumen verbunden sind;

In der Erwägung, dass im Steinbruch bereits geschützte oder seltene Arten vorkommen, insbesondere der Uhu (*Bubo bubo*), der Bergmolch (*Ichthyosaura alpestris*), der Teichmolch (*Lissotriton helveticus*), der Kammmolch (*Lissotriton vulgaris*), der Grünfrosch (*Rana esculenta*), der Rotfrosch (*Rana temporaria*), die gemeine Strumpfbandnatter (*Natrix natrix*), die Glattnatter (*Coronella austriaca*) und verschiedene Schmetterlingsarten (*Callophrys rubi*, *Polyommatus semiargus*);

In der Erwägung, dass die Gelbbauchunke (*Bombina variegata*), eine in der Wallonie vom Aussterben bedrohte historische Art, im Begriff ist, in das Gebiet eingeführt zu werden;

In der Erwägung, dass die Steinbrüche "Carrières de la Warche" am europäischen Projekt "Life in quarries" teilnehmen, das darauf abzielt, das Potenzial für die Aufnahme von Biodiversität in aktiven Steinbrüchen zu entwickeln und zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Grundakte eine Bewertung der biologischen Auswirkungen des Standorts und der Steinbrucherweiterungsprojekte enthält; dass sie von Professor O. Guillitte erarbeitet wurde; dass sie angibt, dass die Erweiterung des Steinbruchs keine signifikanten negativen Auswirkungen auf die benachbarten Natura-2000-Gebiete oder auf Arten, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur geschützt sind, oder auf natürliche Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse haben wird; dass sie auch angibt, dass das Potenzial für die Entwicklung einer außergewöhnlichen biologischen Vielfalt auf dem Gelände nach dem Abbau sehr hoch sein wird, vorausgesetzt, dass die Nachbewirtschaftung des Geländes den Großteil des Geländes in offenen Lebensräumen erhält;

Erläuterungsbericht über die untersuchten und nicht ausgewählten Alternativen

In der Erwägung, dass die Grundakte eine alternative Abgrenzung enthält, die der Antragsteller zuvor in Erwägung gezogen hatte; diese wurde jedoch vom Antragsteller aufgrund der Bedürfnisse, die mit dem Antrag befriedigt werden sollen, und der für den Standort vorgesehenen künftigen Entwicklung verworfen;

Vorschlag eines Vorentwurfs im Maßstab 1/10.000

In der Erwägung, dass der Grundakte ein Vorschlag zum Vorentwurf beigefügt wird;

Eintragung zusätzlicher Vorschriften in den Sektorenplan

In der Erwägung, dass der Antragsteller die Eintragung zusätzlicher Vorschriften nicht beantragt;

Beschlussvorschlag

In der Erwägung, dass sich aus der Analyse des Antrags, der Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität, der Beratung des Gemeinderats und der eingeholten Stellungnahmen ergibt, dass der Antrag aus geologischer, wirtschaftlicher, sozialer und ökologischer Sicht gerechtfertigt ist und zu einer rationellen Nutzung des Gebiets beiträgt, indem er die Nutzung und Umsetzung seiner Ressourcen optimiert und gleichzeitig seine landschaftlichen und ökologischen Merkmale bewahrt;

In der Erwägung, dass die Aufnahme der Zonen 1 und 2 der Grundakte als Abbaugelände in den Sektorenplan angesichts der geologischen Beschaffenheit des Untergrunds und der Tatsache, dass dort ausschließlich eine Abbautätigkeit entwickelt wird, unter Ausschluss jeglicher Nebenanlage von Abbaustätten, gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, dass das in den Zonen 1 und 2 der Grundakte aufgeführte Abbaugelände unter Berücksichtigung seiner künftigen Topographie, das Felsen, Schutthalden und Teiche umfasst, nach dem Ende der Bewirtschaftung ein natürliches Gebiet wird, da es sich um ein mineralisches und offenes Gebiet innerhalb eines bewaldeten Massivs am Rande der Warche in unmittelbarer Nähe eines Natura-2000-Gebiets, d. h. in einer für die Erhaltung wild lebender Tiere und Pflanzen günstigen Umgebung, handelt;

In der Erwägung, dass die Aufnahme der Zone 3 der Grundakte als Abbaugelände in den Sektorenplan im Hinblick auf die Genehmigung der Ablagerung von Abraum gerechtfertigt ist, da dies der einzige verfügbare Raum in der Umgebung des Steinbruchs ist und das Gelände für diese Funktion als geeignet erscheint; dass jedoch zu prüfen ist, ob dort aus technischer Sicht zusätzliche Ablagerungen möglich sind; dass es ebenfalls zweckmäßig ist, dass das Gebiet nach dem Ende der Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet werden wird, da es sich bei den angehäuften Ablagerungen um arme Böden handelt, die wie die Zonen 1 und 2 der Grundakte in einem für die Erhaltung der wild lebenden Tiere und Pflanzen günstigen Umfeld liegen;

In der Erwägung, dass die Aufnahme der Zone 4 der Grundakte in ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten gerechtfertigt ist, da der Betrieb einen Raum für die Lagerung seiner Produkte und für technische Anlagen für die Wasseraufbereitung benötigt; dass diese Anlagen logischerweise stromabwärts des Steinbruchs gelegen sein müssen; dass es sich um Anlagen handelt, die in ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten eingetragen werden müssen; dass dieses neue Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten in kohärenter Weise als Erweiterung des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten gelegen ist;

In der Erwägung, dass die Zone 5 der Grundakte derzeit im geltenden Sektorenplan als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten eingetragen ist; dass ihre Eintragung als Abbaugelände im Sinne einer raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme erfolgt; dass dieser Raum für eine solche Zuweisung geeignet ist, da sich dort nur die Abbautätigkeit entwickeln wird, unter Ausschluss jeglicher Nebenanlage von Abbaustätten; dass es, wie bei den Zonen 1 und 2 der Grundakte zweckmäßig ist, dass die Zone 5 der Grundakte nach dem Ende der Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet werden wird, da es sich um ein Gebiet derselben Art und Funktion handelt, das auch in derselben Umgebung liegt;

In der Erwägung, dass ein Areal von landschaftlichem Interesse als Überdruck zu dem im geltenden Sektorenplan eingetragenen Forstgebiet in den Zonen 1, 2, 3 und 4 der Grundakte eingetragen ist; dass dieses Areal Teil eines ausgedehnten Areals von landschaftlichem Interesse ist, das die im Sektorenplan eingetragenen Forstgebiete an den Hängen der Warche und ihrer Nebenflüsse umfasst; dass die Erweiterung des Steinbruchs eine vorherige Abholzung und eine erhebliche Veränderung des Standorts mit sich bringen wird; dass es daher nicht gerechtfertigt ist, in den Zonen 1, 2, 3 und 4 der Grundakte ein Areal von landschaftlichem Interesse zu erhalten;

In der Erwägung, dass der Naturpark Hohes Venn - Eifel in seiner Stellungnahme vom 22. Mai 2020 und in der dem Antrag beigefügten Bewertung der biologischen Auswirkungen empfiehlt, einen Waldstreifen im Norden des Geländes beizubehalten, um die Kontinuität zwischen den Waldgebieten an den Hängen der Warche zu wahren, um die Bewegungen der Arten zu ermöglichen, aber auch um die Auswirkungen auf die Landschaft und den Lärm zu begrenzen; dass es daher angebracht ist, die Zone 2 der Antragsakte leicht zu verkleinern und ihre nördliche Grenze auf 10 m von dem auf dem Orthofotoplan von 2020 sichtbaren bestehenden Weg festzulegen; dass das verbleibende Forstgebiet zusammen mit dem Abschirmstreifen des Abbaugeländes, der bewaldet bleiben soll, es ermöglichen wird, diese Kontinuität zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Grenzen der in den Sektorenplan einzutragenden Gebiete in Bezug auf feste, leicht identifizierbare Elemente festgelegt werden müssen, damit sie in Zukunft nicht angefochten werden können; dass es daher notwendig ist, den Umfang der Gebiete, so wie sie in der Grundakte beantragt wurden, anzupassen; dass diese Anpassungen die Zonen 1, 2, 3 und 5 der Grundakte zu einem einzigen Abbaugelände zusammenfassen, das nach dem Ende der Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet wird, dessen Grenzen den folgenden Bezugspunkten entsprechen:

- westlicher Teil (Anpassung der Zone 3 der Grundakte):

o im Süden: einer geraden Linie parallel zur Verlängerung des Ost-West-Abschnitts des Wegs zwischen der Route de la Vallée und dem Viertel Rôteu in Mont und 20 m nördlich davon;

o im Südwesten: dem östlichen Rand des nördlichen Abschnitts des Wegs zwischen der Route de la Vallée und dem Viertel Rôteu in Mont;

o im Nordwesten: einer geraden Linie, die parallel zur Regionalstraße 68 verläuft und 50 m davon entfernt ist;

o im Norden: einer geraden Linie, die parallel zur südlichen Grenze verläuft und 260 m von dieser entfernt ist;

o im Osten: am Fuß des bestehenden Schutthügels, gefolgt im Süden von der westlichen Grenze der bewaldeten Fläche, die einen Teil der Absetzbecken umfasst (Orthofotoplan 2020);

- o zentraler Teil (Anpassung der Zone 1 der Grundakte):
 - o im Süden: dem in den geltenden Sektorenplan und seine Erweiterung eingetragenen Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten;
 - o im Westen: einer Kurve 20 m östlich eines Weges, der das Dorf Mont mit dem Steinbruch verbindet und seinem Verlauf folgt;
 - o im Norden: einem Liniensegment parallel zur Tangente am Südrand der Straße Trôs Marêts (Regionalstraße 68);
 - östlicher Teil (Anpassung der Zonen 2 und 5 der Grundakte):
 - o im Süden: dem rechten Ufer der Warche;
 - o im Westen und Südwesten: dem im geltenden Sektorenplan eingetragenen Teil des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, der nicht Teil des Revisionsentwurfs ist und der durch eine 185 m lange gerade Linie begrenzt wird, die parallel zur nördlichen Grenze des zentralen Teils verläuft und 40 m südlich davon durch eine gerade Linie verlängert wird, die die Warche verbindet;
 - o im Norden: einer Kurve 10 m nördlich des nördlichen Randes eines bestehenden Weges (Orthofotoplan von 2020) und entlang seines Verlaufs;
 - o im Nordosten: einer Katastergrenze, die einem Unterschied in der Bodennutzung entspricht (Orthofotoplan von 2020);
 - o im Osten: einem Weg entlang des rechten Ufers des Bachs Còreu

In der Erwägung, dass die Grenzen des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten den folgenden Bezugspunkten entsprechen:

- im Süden: der Erweiterung des westlichen Teils der südlichen Grenze des Abbaugebiets, das nach dem Ende der Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet wird;
- im Westen und Nordwesten: dem Abbaugebiet, das nach dem Ende der Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet wird;
- im Osten: dem in den geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem rechten Ufer der Warche;

In der abschließenden Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans Malmedy - Sankt-Vith die Eintragung folgender Gebiete:

- eines Abbaugebiets, das zu einem Naturgebiet wird, mit einer Fläche von 10,15 ha, anstelle einer Forstgebiets von 8,41 ha, und eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten von 1,74 ha;
- eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten (1,68 ha) anstelle eines Forstgebiets;

und die Abschaffung eines Areals von landschaftlichem Interesse mit einer Fläche von 10,09 ha betreffen muss.

Beachtung der Grundsätze, die auf die Revision der Sektorenpläne anwendbar sind, einschließlich der Wahl der Ausgleichsmaßnahmen (Artikel D.II.45 §§ 1, 2 und 3)

In der Erwägung, dass der vorgeschlagene Beschluss die Aufnahme in den Sektorenplan eines neuen, für die Urbanisierung bestimmten Gebiets anstelle eines nicht für die Urbanisierung bestimmten Gebiets vorsieht; dass es sich hierbei um die Aufnahme eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten von 1,68 ha anstelle eines Forstgebiets handelt;

In der Erwägung, dass es im Falle der Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten möglich ist, von dem Grundsatz des Artikels D.II.45 § 1 des GRE abzuweichen; dass die Eintragung des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in der Erweiterung des im geltenden Sektorenplan bereits bestehenden Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten erfolgt;

In der Erwägung, dass die Aufnahme in den Sektorenplan des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten nicht die Form einer bandartigen Verstädterung aufweist; dass sie also dem Grundsatz von Artikel D.II.45 § 2 des GRE genügt;

In der Erwägung, dass die Eintragung in den Sektorenplan des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten durch die Eintragung in den Sektorenplan einer fast gleich großen Fläche (1,74 ha) für ein Abbaugebiet, das am Ende der Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet wird, und ein im aktuellen Sektorenplan eingetragenes Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten ersetzt, ausgeglichen wird; dass der Planentwurf demnach dem Grundsatz von Artikel D.II.45 § 3 des GRE genügt;

Bewertung der Umweltverträglichkeit des Planentwurfs

In der Erwägung, dass der hier beschriebene Planentwurf wegen der Merkmale des Sektorenplans, wegen der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, eine nicht zu vernachlässigende Auswirkung auf die Umwelt zu haben vermag;

In der Erwägung, dass es zur weiteren Untersuchung des Antrags notwendig ist, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen und somit die Informationen zu bestimmen, die er zu enthalten hat;

In der Erwägung, dass Artikel D.VIII.33 § 3 des GRE den Mindestinhalt des Umweltverträglichkeitsberichts festlegt; dass der Umfang und die Präzision der mitzuteilenden Informationen unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Planentwurfs zu bestimmen sind;

Umfang der mitzuteilenden Informationen

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf die Auswirkung der Eintragung / Streichung der Planentwurfskomponenten in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith analysieren wird; dass sich die Analyse auf die Planentwurfskomponenten beschränken wird, die eine nicht vernachlässigende Auswirkung auf die Umwelt haben können;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht nach dem Grundsatz des « Trichter-Verfahrens » zu erstellen ist, d.h., dass unter Berücksichtigung der Art der behandelten Aspekte die Analyse der Planentwurfskomponenten von der breitesten Ebene bis zur lokalen Ebene der zu revidierenden Gebiete erfolgen wird;

In der Erwägung, dass es dem Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zukommen wird, die gesamten wirtschaftlichen und technischen Daten, von denen in der Grundakte ausgegangen wird, zu überprüfen;

In der Erwägung, dass die Bedarfsanalyse, die die Eintragung der neuen Abbaugebiete / Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten in den Sektorenplan von Malmedy - Sankt-Vith rechtfertigt, auf den Markt für Phylladen und Quarzophylladen, ihre Neben- und Ersatzprodukte, sowohl als Ziersteine als auch als Gestein für die Herstellung von Zuschlagstoffen beschränkt werden sollte; dass sie für Ziersteine die Nachfrage in Belgien, in der Provinz Lüttich und in einem Einzugsgebiet von 30 km um den bestehenden Steinbruch positionieren und bewerten muss; dass sie für das Gestein, das für die Herstellung von Zuschlagstoffen bestimmt ist, sie die Nachfrage in einem Einzugsgebiet von 50 km um den bestehenden Steinbruch positionieren und bewerten muss;

In der Erwägung, dass es sich zudem empfehlen wird, die Fläche, die dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Abbaugelände im Sinne der Artikel D.II.28, D.II.33 und D.II.41 des GRE gewidmet werden müsste, unter Berücksichtigung des aktuellen und derzeit ermittelten Angebots sowie der künftigen Bedürfnisse der Aktivität und der Neugestaltungsprojekte einzuschätzen;

In der Erwägung, dass sich die Analyse der Relevanz der Lokalisierung des Planentwurfs sowie die Suche nach den Varianten auf das Gebiet beschränken werden müssen, in dem die Phylladen und Quarzophylladen abgebaut werden können;

In der Erwägung, dass die Analyse der Abgrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Planentwurfskomponenten sowie die Suche nach den Varianten auf das Untersuchungsgebiet zu begrenzen sein werden, das angesichts der berücksichtigten Umwelt und absteckungsbezogenen Einschränkungen als das passendste Gebiet erachtet wird; dass es sich insbesondere empfehlen wird, den in der Grundakte als Variante angeführten Vorschlag zum Planentwurf zu analysieren;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht das Potential des Standorts analysieren werden muss, unabhängig von den *de facto* bestehenden Anlagen außerhalb des im aktuellen Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten;

Präzision der mitzuteilenden Informationen

In der Erwägung, dass aus der Analyse des Antrags, der Bemerkungen und Anregungen der Öffentlichkeit sowie der übermittelten Stellungnahmen hervorgeht, dass im Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf der Analyse seiner Auswirkungen auf folgende Bereiche besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden muss:

1. Bevölkerung;
2. Landschaften;
3. Wege und Pfade;
4. Freizeitaktivitäten;
5. Forstwirtschaftliche Aktivitäten;
6. Ökologische Verbindungen auf regionaler Ebene;
7. Natura 2000-Gebiete, natürliche Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und geschützte Arten im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur;
8. Oberflächen- und Grundgewässer;

In der Erwägung, dass folgende Parameter insbesondere zu berücksichtigen sind:

- die Variabilität des Abflusses der Warche;
- die Nähe zum Bach Cöreu;
- konzentrierte Abflussachsen;

In der Erwägung, dass geprüft werden muss, ob der das Gelände umgebende Waldstreifen sowohl im Hinblick auf die ökologischen Verbindungen als auch auf das Landschaftsbild ausreichend bleibt, und dass verschiedene Umgestaltungsoptionen analysiert werden müssen;

In der Erwägung, dass auch zu prüfen ist, ob die angenommenen Abgrenzungen es ermöglichen werden, die erforderlichen Abschirmsysteme innerhalb des Komplexes zu errichten, der aus dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Letzteres umgebenden Abbaugelände besteht;

In der Erwägung, dass das Volumen des infolge der Bewirtschaftung künftig anfallenden Abraums und die Lagerkapazität der Zonen 2 und 3 der Grundakte bewertet werden müssen; dass zu diesem Zweck die Zone 3 der Grundakte Gegenstand einer eingehenden Stabilitätsstudie sein muss, die die Eignung des Geländes für die Ablagerung von weiterem Abraum nachweist; dass auch Empfehlungen für die Wahl der am besten geeigneten Umgestaltungsmaßnahmen im Hinblick auf ihre frühere Nutzung abgegeben werden müssen;

In der Erwägung, dass eine Prüfung der Auswirkungen des Planentwurfs auf geschützte Arten und Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse innerhalb und außerhalb des Natura-2000-Gebiets durchgeführt werden sollte; dass die Verträglichkeitsprüfung den Anforderungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genügen wird (eine so genannte "angemessene Prüfung"); dass außerdem, wenn diese Prüfung das Risiko von erheblichen Auswirkungen auf eine geschützte Art ergibt, geprüft werden muss, ob die Bedingungen für die Erteilung einer Ausnahmegenehmigung in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über den die Erhaltung der Natur erfüllt werden könnten;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht ebenfalls die Wahl des einzutragenden Gebiets rechtfertigen muss (Abbaugelände bzw. Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten); dass er auch die Zweckbestimmungen des Abbaugeländes nach dem Ende der Bewirtschaftung untersuchen muss, unter Berücksichtigung der Merkmale des Projekts des Antragstellers, der Erfordernisse des Betriebs und des langfristigen Potentials des Geländes;

Einzuholende Stellungnahmen

In der Erwägung, dass der Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts sowie der Planentwurf in Anwendung von Artikel D.VIII.33 § 4 des GRE dem Pool "Raumordnung" und dem Pool "Umwelt" zur Stellungnahme vorzulegen sind;

In der Erwägung außerdem, dass der Untersuchung der Auswirkungen des Planentwurfs auf die wilde Fauna und Flora, auf die ökologischen Verbindungen, auf die Oberflächengewässer, auf das Grundwasser, sowie auf die Wahl der Zweckbestimmungen des Abbaugeländes am Ende der Bewirtschaftung besondere Aufmerksamkeit zu widmen ist; dass es somit nützlich ist, den Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt zur Stellungnahme zu unterbreiten; dass auch die touristische Bedeutung der Umgebung zu berücksichtigen ist; dass daher auch das Generalkommissariat für Tourismus um Stellungnahme ersucht werden sollte; dass es ebenfalls zweckmäßig ist, den Naturpark Hohes Venn Eifel anzuhören;

Schlussfolgerungen

In der Erwägung, dass es sich aus den vorstehend erläuterten Gründen empfiehlt, die Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith zu beschließen, den Planentwurf zu verabschieden und einen Umweltverträglichkeitsbericht erstellen zu lassen;

In der Erwägung, dass der dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügte Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts die Tragweite von Artikel D.VIII.33 § 2 des GRE verdeutlicht, indem er den Umfang und die Präzision der Informationen bestimmt, die den Bericht unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Planentwurfs enthalten muss,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/6) ist einer Revision zu unterziehen, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit am Ort genannt "Carrières de la Warche" in Malmedy (Bévercé) zu ermöglichen.

Art. 2 - Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith in Bezug auf:

- die Eintragung:

* eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten;

* eines Abbaugebiets, das am Ende der Bewirtschaftung in ein Naturgebiet umgewandelt wird;

- die Abschaffung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse;

auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy am Ort genannt "Carrières de la Warche" wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 3 - Es gilt, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen.

Art. 4 - Der Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts über den Planentwurf wird angenommen.

Art. 5 - Der Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts wird dem Pool Raumordnung und dem Pool Umwelt, und ergänzend dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, dem Generalkommissariat für Tourismus und dem Naturpark Hohes Venn - Eifel zur Stellungnahme unterbreitet.

Art. 6 - Der ÖDW Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe, Energie wird mit der Weiterverfolgung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Mai 2021.

W. BORSUS

Anhang zum Ministeriellen Erlass vom 26. Mai 2021, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/6) einer Revision zu unterziehen, den Planentwurf zur Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und eines Abbaugebiets, das nach dem Ende seiner Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet werden muss, zu verabschieden, und einen Umkreis von landschaftlichem Interesse zu streichen auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé) am Ort genannt "Carrières de la Warche" und auf Antrag der "S.A. Nelles Frères", um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen, und durch den ebenfalls beschlossen wird, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen sowie dessen Inhaltsentwurf festzulegen

Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts

Der Entwurf zur Revision der Karte 50/6 des Sektorenplans Malmedy - Sankt-Vith betrifft die Eintragung in den Sektorenplan:

- eines Abbaugebiets, das zu einem Naturgebiet werden wird, mit einer Fläche von 10,15 ha, anstelle einer Forstgebiets von landschaftlichem Interesse mit einer Fläche von 8,41 ha, und eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten von 1,74 ha; eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten (1,68 ha) anstelle eines Forstgebiets von landschaftlichem Interesse;
und die Abschaffung eines Areals von landschaftlichem Interesse mit einer Fläche von 10,09 ha;

A. Umfang

Keine Komponente des Planentwurfs wird vom Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) befreit.

Der Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf wird die Auswirkungen der Eintragung / Streichung der Planentwurfskomponenten in den / aus dem Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith analysieren. Die Analyse wird sich auf die Planentwurfskomponenten beschränken, die nicht zu vernachlässigende Auswirkungen auf die Umwelt haben können.

Der Umweltverträglichkeitsbericht ist nach dem Grundsatz des "Trichter-Verfahrens" zu erstellen, d.h., dass unter Berücksichtigung der Art der behandelten Themen die Analyse der Planentwurfskomponenten von der breitesten Ebene bis zur lokalen Ebene der zu revidierenden Gebiete erfolgen wird.

Es wird dem Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts obliegen, die gesamten wirtschaftlichen und technischen Daten, von denen in der Grundakte ausgegangen wird, zu überprüfen.

Die Analyse des Bedarfs, der die Eintragung des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und des neuen Abbaugebiets in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith rechtfertigt, wird auf den Markt für Phylladen und Quartzophylladen, die Neben- und Ersatzprodukte, sowohl in Sachen Ziergestein als Gestein für die Produktion von Zuschlagstoffen zu begrenzen sein. Was das Ziergestein betrifft, wird sie die Nachfrage im Kontext Belgiens, der Provinz Lüttich und eines Einzugsgebiets von 30 km um den bestehenden Steinbruch einordnen und bewerten müssen. Was das Gestein für die Produktion von Zuschlagstoffen betrifft, wird sie die Nachfrage im Kontext eines Einzugsgebiets von 50 km um den bestehenden Steinbruch einordnen und bewerten müssen.

Es wird sich zudem empfehlen, die Fläche, die dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Abbaugebiet im Sinne der Artikel D.II.28, D.II.33 und D.II.41 des GRE gewidmet werden müsste, unter Berücksichtigung des aktuellen und derzeit ermittelten Angebots sowie der künftigen Bedürfnisse der Aktivität und der Neugestaltungsprojekte einzuschätzen.

Die Analyse der Relevanz der Lokalisierung des Planentwurfs sowie die Suche nach den Varianten müssen auf das Gebiet beschränkt werden, in dem die Phylladen und Quartzophylladen abgebaut werden können.

Die Untersuchung der Abgrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Komponenten des Planentwurfs sowie die Suche nach Varianten müssen auf den Prüfungsumkreis, der unter Berücksichtigung der Art des Umfelds und der berücksichtigten Belastungen für die Ansiedlung als der am relevantesten betrachtet wird, begrenzt werden. Es gilt, insbesondere den Vorschlag zum Vorentwurf zu untersuchen, der in der Grundakte als Variante angeführt wird.

Der Umweltverträglichkeitsbericht wird das Potential des Standorts analysieren müssen, unabhängig von den *de facto* bestehenden Anlagen außerhalb des im aktuellen Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten.

B. Präzision der Informationen

Der nachstehend festgehaltene Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts über den Planentwurf bildet ein Musterdokument, dessen Elemente angesichts der Artikel D.VIII.29 bis 37 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE) als ausreichend betrachtet werden.

Im Bericht werden insbesondere folgende Elemente berücksichtigt werden:

- die wirtschaftlichen, technischen und ökologischen Spezifitäten des Antrags;
- die Stellungnahmen folgender Instanzen:
 - der Pool "Raumordnung";
 - der Pool "Umwelt";
 - der ÖDW Mobilität und Infrastrukturen;
 - der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;
 - der Naturpark Hohes Venn - Eifel;
 - das Generalkommissariat für Tourismus ("Commissariat général au tourisme");
 - die S.A. Engie-Electrabel;

über die Grundakte und/oder den Berichtsinhalt;

- Bemerkungen, die während der vorherigen Informationsversammlung am 13. November 2019 von der Öffentlichkeit erörtert wurden, die Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität und die Stellungnahme des Gemeinderats von Malmedy.

Unbeschadet der Qualität und der Sorgfalt, die dem gesamten Bericht zu widmen sind, wird jedoch der Analyse der Auswirkungen des Planentwurfs auf folgende Bereiche besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden:

1. Bevölkerung;
2. Landschaften;
3. Wege und Pfade;
4. Freizeitaktivitäten;
5. Forstwirtschaftliche Aktivitäten;
6. Ökologische Verbindungen auf regionaler Ebene;
7. Natura 2000-Gebiete, natürliche Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und geschützte Arten im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur;
8. Oberflächen- und Grundgewässer;

Folgende Parameter sind insbesondere zu berücksichtigen:

- die Variabilität des Abflusses der Warche;
- die Nähe zum Bach Côreu;
- konzentrierte Abflussachsen;

- Es muss auch geprüft werden,
- ob der Waldstreifen um den Standort ausreicht, sowohl was die ökologischen Verbindungen als den landschaftlichen Aspekt betrifft;
 - ob die angenommenen Abgrenzungen es ermöglichen werden, die erforderlichen Abschirmsysteme innerhalb des Komplexes zu errichten, der aus dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Letzteres umgebenden Abbaugelände besteht, wobei die verschiedenen Umgestaltungsoptionen zu untersuchen sind.

In dem Bericht müssen das Volumen des sich aus der Bewirtschaftung ergebenden Abraums und die Lagerungskapazität der Zonen 2 und 3 eingeschätzt werden. Die Zone 3 der Grundakte muss Gegenstand einer eingehenden Stabilitätsstudie sein, die die Eignung des Geländes für die Ablagerung von weiterem Abraum nachweist. Unter Berücksichtigung der bisherigen Nutzung müssen Empfehlungen für die am besten geeignete Umgestaltung vorgelegt werden.

Die Auswirkungen des Planentwurfs auf geschützte Arten und Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse innerhalb und außerhalb des Natura-2000-Gebiets müssen ebenfalls genau geprüft werden. Die Bewertung der Auswirkungen hat den Anforderungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (sogenannte "angemessene" Bewertung) zu genügen. Sollte diese Bewertung ergeben, dass es eine Gefahr von erheblichen Auswirkungen auf eine geschützte Art gibt, dann muss außerdem geprüft werden, ob die Voraussetzungen für die Gewährung einer Ausnahmegenehmigung in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erfüllt sind.

Der Umweltverträglichkeitsbericht wird ebenfalls die Wahl des einzutragenden Gebiets bewerten (Abbaugelände bzw. Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten) und die Zweckbestimmungen des Abbaugeländes nach dem Ende der Bewirtschaftung untersuchen müssen, unter Berücksichtigung der Merkmale des Projekts des Antragstellers, der Erfordernisse des Betriebs und des langfristigen Potentials des Geländes.

PHASE I

Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, den Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf wieder in seinen Kontext zurückzusetzen, und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären.

1. Erinnerung an das Verfahren zur Revision eines Sektorenplans - Artikel D.II.48 bis 50 (Verfahren), Buch VIII (Beteiligung der Öffentlichkeit und Bewertung der Umweltverträglichkeit) des GRE.

2. Beschreibung des von der Wallonischen Regierung angenommenen Planentwurfs, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen im Zusammenhang mit der Durchführung des Projekts (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1).

3. An der Revision des Sektorenplans beteiligte Instanzen

3.1. Entscheidungsträger: *Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu*

dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Initiator des Antrags: *Projekträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die den Steinbruch betreibt. Organigramm der Gesellschaft (insbesondere im Falle mehrerer Tochtergesellschaften oder mehrerer Gesellschaften in einer Gruppe). Die Kontaktperson(en) und ihre Kontaktdaten bitte angeben.*

3.3. Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts: *Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die am Bericht mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Kontaktdaten bitte angeben.*

4. Potenzielle Einschränkungen, die im Erlass zur Annahme des Planentwurfs erfasst werden

Es handelt sich um die Einschränkungen, die im Erlass zur Annahme des Planentwurfs auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Stellungnahmen (Gemeindekollegium, kommunaler Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität, beauftragter Beamter, Pool "Raumordnung", Pool "Umwelt", und allen sonstigen Personen, deren Anhörung die Regierung für sinnvoll hält) erfasst werden.

KAPITEL I - Beschreibung des Planentwurfs

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1)

Standort und Fläche des(der) Gebiets(e) für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder Abbaugebiets(e) (oder der sonstigen Schutzgebiete und/oder Areale, die in Artikel D.II.21 des GRE vorgesehen sind), die im Planentwurf eingetragen/abgeschafft werden.

1.1. Genauer Standort: Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50.000 und 1/10.000) + Orthophotoplan i.M. 1/10.000;

1.2. Von der Revision des Sektorenplans betroffene, auf IGN-Grundlage i.M. 1/10.000 und 1/25.000 dargestellte **Katasterparzellen**; bitte die Gesamtfläche angeben, die Eigentum des Antragstellers ist; Abschrift der Vereinbarungen über die Zurverfügungstellung der Grundstücke, usw. ;

1.3. Derzeitige oder geplante Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10.000 und 1/25.000); die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, bitte angeben. Gegebenenfalls die vorgesehenen Zusatzvorschriften angeben (siehe Artikel D.II.21 § 3 des GRE).

1.4. Geologische Beschreibung des Vorkommens, das von der Revision des Sektorenplans betroffen ist:

- Regionale Lage (Becken oder massive Felsstruktur);
- Vorkommen (Lithologie, Zeitalter, Formation, Glied, Gesamt- und aufgewertete Mächtigkeit, Schichtenstruktur (Einfallen und Richtung), Beschaffenheit und Dicke der Deckschicht, usw);
- Geotechnische Auflagen (Karst, tektonische Störungen (Brüche und Risse), Hydrogeologie, frühere Bergbauarbeiten;
- Reserven des Vorkommens (Berechnungsmethoden bitte erläutern): die innerhalb des

künftigen Abbaugebiets verfügbaren Reserven beschreiben, Erschöpfungsfristen beim jetzigen und beim erhöhten Betriebsrhythmus.

Einen Auszug der neuesten geologischen Karte bitte beifügen, zusammen mit:

- einem geologischen Schnitt unter rechtem Winkel des zukünftigen Betriebs;
- den Ergebnissen der Bohrungen und/oder der geophysischen Prospektion, den Ergebnissen von physikalisch-chemischen Analysen oder jedem sonstigen Element bezüglich der Qualität des zu erschließenden Vorkommens.

1.5. Geplantes Bewirtschaftungsprojekt:

- Produktion (Produkte des Steinbruchs einzeln auflisten und Mengen (in Tonnen oder Kubikmetern), eventuell vorgesehenes Wachstum, genau angeben, heutige und/oder geplante Verwertungen (neue Produkte), einschließlich für das Taubgestein, präzisieren (Nutzungen, Anwendungen und gelagerte Volumen bitte erläutern));
- Technische Verfahren zum Abbau und zur Aufbereitung des Gesteins (Arbeitsablaufdiagramm des Betriebs);
- Phasierung der Nutzung (einschließlich des Abraummanagements, des Grubenwassers, der Nebenanlagen und der Umgestaltung), wobei anzugeben ist, was vom Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder vom Abbaugebiet abhängt;
- Geplante Infrastrukturen (innerhalb und außerhalb des Entwurfsareals);
- Erreichbarkeit des Standorts, Mobilitätsmanagement und Transport der Produkte.

2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele der Revision des Sektorenplans (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1)

Der Umweltverträglichkeitsbericht wird die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele, so wie sie im Erlass zur Annahme des Planentwurfs festgehalten sind, hervorheben und analysieren. Es soll sich weder um eine einfache Abschrift, noch um eine Auslegung handeln.

Er wird die Argumente präzisieren, die die Notwendigkeit einer Revision des Sektorenplans rechtfertigen, um das der Revision zugrunde liegende Projekt durchzuführen.

3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Planentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1)

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Planentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnungsrechtlichen oder Orientierungsdokumenten, d.h. im GRE sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen (wie z.B. dem Raumentwicklungsschema (RES), dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, usw.) beschrieben werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele des Planentwurfs vor dem Hintergrund dieser Dokumente zu analysieren.

KAPITEL II - Sozial-wirtschaftliche Begründung der Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder eines Abbaugebiets im Sektorenplan

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten (noch zu identifizierenden) Gebiets eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die relevanten Aspekte der sozialwirtschaftlichen Lage (die hauptsächlich sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans) sowie seine voraussichtliche Entwicklung, wenn der Plan nicht durchgeführt wird, identifiziert (Art. D.I.1

und D.VIII.33 § 3 Abs. 1 Ziffer 2).

1. Bewertung des Bedarfs

1.1. Merkmale des Produkts: Spezifitäten, Mehrwert und Anwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis mit den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten, usw.

1.2. Bewertung der Nachfrage: hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt für das abgebaute Material einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven:

- Einschätzung der gegenwärtigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (gegebenenfalls das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potenziellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

- Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

- Andere Verwertungs- und Verwendungsmöglichkeiten für das Vorkommen.

1.2.2.-Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft):

- Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren).

- Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

- Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die anderen Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung

- bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre;

- bezüglich der raumplanerischen Bedürfnisse, die sich daraus ergeben, sowohl in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten als auch in einem Abbaugebiet.

1.3. Bewertung des Potentials des Sektorenplans

Hier geht es darum, das Potenzial des aktuellen Sektorenplans zu bewerten, um die unter Pos. 1.2.3 geschätzte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ zu befriedigen.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

- In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (und die Möglichkeit, bestimmte Teile des bestehenden Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten stillzulegen) untersucht;

In der zweiten Phase werden die Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten und die

Abbaugelände untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Zugänglichkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichsten Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes im Verhältnis zu dem bestehenden Betrieb und den gegenwärtigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder ein Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen. Die Bedürfnisse des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten werden von den Bedürfnissen des Abbaugeländes unterschieden.

2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die heutigen und geschaffenen direkten und indirekten Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) auf die nationale und regionale wirtschaftliche Tätigkeit, den erzeugten Mehrwert, die Auswirkungen auf die bestehenden wirtschaftlichen Tätigkeiten usw. eingeschätzt.

In diesem Punkt werden ebenfalls die kurz-, mittel- und langfristigen sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der anderen Tätigkeiten, die sich auf diesem Gelände unabhängig des Projekts des Antragstellers entwickeln könnten, nach den Vorschriften der Artikel D.II.28 und 33 eingeschätzt.

3. Voraussichtliche Entwicklung der wirtschaftlichen Lage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird.

Ziel ist es, die wahrscheinliche Entwicklung der Gebiete zu spezifizieren, die wahrscheinlich erheblich beeinträchtigt werden, wenn der Plan nicht umgesetzt wird.

KAPITEL III - Begründung der Standortwahl für den Planentwurf. Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Planentwurf zu rechtfertigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. von Kapitel II identifizierten Kriterien für die Standortwahl;
- und ggf. mögliche Alternativen für die Standortwahl innerhalb dieses Gebiets vorzustellen (Art. D.VIII.33, §3 Abs. 1, 10°).

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumenten, insbesondere des RES, vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 2 des Kapitels I identifizierten und erläuterten Zielsetzungen des Planentwurfs entsprechen

In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

- 2.1. Merkmale des Vorkommens:** Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.
- 2.2. Lokalisierung des Geländes im Verhältnis zu dem bestehenden Betrieb und den gegenwärtigen oder zukünftigen Kundenunternehmen**
- 2.3. Erreichbarkeit und Verwaltung der Mobilität.**
- 2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen.**
- 2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichsten Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten).**

3. Rechtfertigung der Lokalisierung des Planentwurfs und der Relevanz der Wahl der einzutragenden Gebiete

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Planentwurfs und die Wahl der Gebiete (Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder Abbaugelände) nicht im Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen stehen, die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllen, und die Merkmale des Projekts des Antragstellers, die Erfordernisse der Bewirtschaftung des Vorhabens und das Potential des Standorts, insbesondere nach der Bewirtschaftung, berücksichtigen.

4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Planentwurfs und Präsentation dieser Alternativen

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Planentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

5. Wahl von alternativen Standorten

Hier werden der Planentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Optionen,
 - Kriterien für die Standortwahl;
 - menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets,
 - Durchführungskosten zu Lasten der Allgemeinheit,
- es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der

Planentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

KAPITEL IV - Untersuchung der Ausgleichsmaßnahmen
(Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1, Ziffer 9 und D.II.45 § 3 des GRE)

Zweck dieses Kapitels ist es, die Anwendung des in Artikel D.II.45, §3 dargelegten Prinzips und die Angemessenheit der Wahl der einen oder anderen Form des Ausgleichs zu überprüfen.

(VIII.33 § 3 Abs. 1 Ziffer 9).

Was die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen betrifft, gilt es:

- deren Standort und Abgrenzung vor dem Hintergrund der wirtschaftlichen, sozialen, umwelt- und erbebezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sach- und Rechtslage zu rechtfertigen;
- ihre Übereinstimmung mit der lokalen Geologie, den Eigenschaften der Standorte und der Ausweisungen der angrenzenden Gebiete zu überprüfen;
- wenn nötig, Alternativen vorzuschlagen;

PHASE II

KAPITEL V - Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potenzials der Bestandteile des Vorentwurfs und der Standortvarianten

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens

1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und -areale:

1.1.1 Regionale Ebene: *Sektorenplan, regionaler Leitfaden für den Städtebau, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden (SpZeg) usw.*

1.1.2 Kommunale Ebene: *kommunales Entwicklungsschema, kommunaler Leitfaden für den Städtebau, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan usw.*

1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter:

1.2.1. Fauna und Flora: *Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 06.12.2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, ...*

1.2.2. Menschliche Aktivitäten: *Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken, usw. (Art. VIII.33 § 3 Abs. 1 Ziffer 4).*

1.2.3. Boden: *die eventuellen Daten über die betroffenen Grundstücke in der in Artikel 11 und 12 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Datenbank über den Bodenzustand oder mangels dessen, die besten bei dem öffentlichen Dienst der Wallonie oder*

bei anderen Einrichtungen (SPAQUE – Walsols,...) verfügbaren Daten.

1.2.4. Wasser: regionales Schema über die Wasserressourcen, Wasserentnahmestellen, Präventions- und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten (SpZeg), nichtschiffbare Wasserläufe (Kategorien), gefährdete Gebiete, Bewässerungsgenossenschaften, usw.

1.2.5. Wirtschaftliche Aktivitäten: Umkreise für gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern, wirtschaftliche Anerkennungsgebiete, städtische und ländliche Freizonen.

1.2.6. Mobilität: Kommunale und interkommunale Mobilitätspläne.

1.2.7. Naturrisiken: Gebiete mit Überschwemmungsgefahr, Abflussachsen, Plan zur Verwaltung der Hochwassergefahr (PGRI), Karst usw.

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Städtebaugenehmigungen, Gebiete, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobilien, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobilien, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, ...)

1.4. Mit den Politiken der operativen Raumordnung verbundene Areale: ländliche oder städtische Flurbereinigungsareale, Areale für eine städtische Neubelebung, für eine städtische Erneuerung, bevorzugte Initiativgebiete, neu zu gestaltende Standorte, Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte usw.

1.5. Erbe- und archäologische Stätten: unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, , architektonische unter Schutz gestellte Denkmäler, Landschaften und Ensembles, Denkmalschutzgebiete, archäologische Karte, in dem Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgenommene Güter, Denkmalerbe von Belgien, in dem kommunalen Verzeichnis aufgenommene Güter, Schutzlisten, außergewöhnliche Erbgüter, Welterbe, bemerkenswerte Bäume und Hecken, usw.

1.6. Umwelteinschränkungen (unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, ökologische Verbindungen, insbesondere auf regionaler Ebene, ...)

1.7. Rechtliche Lage des Betriebs: Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan und/oder die Genehmigung(en), usw.

2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt und voraussichtliche Entwicklung, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. D.VIII.33, §3, Abs. 1, Ziffer 2° und 3°)

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Der Urheber der Umweltverträglichkeitsstudie wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung:

2.1.1 Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter

Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), archäologischen Stätten, Dichtekarten und Entwicklungspole, Vorhandensein von Immobilien am Standort, ...

2.1.2 Infrastrukturen, Erreichbarkeit und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund: *die Verkehrswege (Netz, Breite, Kapazität, heutiger Stand des Verkehrs auf den Zugangswegen), Schienenwege (Linien, Haltestelle, Häufigkeit), langsame Verkehrswege, "TEC" (Verkehrsgesellschaften), schiffbare Wasserstraßen (Breite, Kaianlagen), Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, Untergrundinfrastrukturen, unterirdische Kanalisationen (einschließlich der Abwassersammlung und -behandlung) usw. + Kartographie und Entwicklung des Potentials.*

2.1.3 Menschliche Aktivitäten: *Art und Merkmale der heutigen und potenziellen Aktivitäten, u.a. Land- und Forstwirtschaft (Fläche, Betreiber, Produktionen, Lage der Betreiber), empfindliche gemischte und/oder industrielle Gewerbetätigkeiten (SEVESO), touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige menschliche Aktivitäten, usw.*

2.1.4. Frühere Tätigkeiten und Verschmutzungen: *Ehemalige Bergbauwohnungen, kommunale Deponie, Industrieabfälle usw.*

2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt:

2.2.1 Geologie: *Gründliche geologische Studie innerhalb des zurzeit von dem Betrieb benutzten Gebiets - insbesondere wenn das Vorkommen nicht verwertbar ist – und/oder in dem beantragten Gebiet. die Ergebnisse der Bohrungen und/oder der geophysischen Prospektion, die physikalischen und chemischen Merkmale des Gesteins, die Ergebnisse von physikalisch-chemischen Analysen oder jedem sonstigen Element bezüglich der Qualität des zu erschließenden Vorkommens, ..., beifügen. die Qualität und/oder Quantität des abzubauenen Gesteins genau angeben, die bekannten tektonischen Störungen oder die vorhandenen unterirdischen Höhlen beschreiben.*

2.2.2. Bodenkunde: *Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen, usw.*

2.2.3 Hydrologie und Hydrogeologie: *Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.*

2.2.4 Topographie und Landschaften: *Geomorphologie und Areale von landschaftlichem Interesse, Aussichtspunkt oder Sichtlinie ADESA, Sicht auf die Landschaft vom Standort aus und auf den Standort von der Umgebung aus + Fotos, Atlas der Landschaften der Wallonie, usw.*

2.2.5 Luft und Klima -akustische und Geruchsumgebung - Luftqualität und Staub: *verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen, usw.*

2.2.6 Lärm und Schwingungen: *Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben, usw.*

2.2.7 Fauna und Flora: *Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten bzw. Lebensräumen, ökologische Verbindungen, insbesondere auf regionaler Ebene, usw.*

2.2.8 Natürliche Risiken und bedeutende geotechnische Belastungen:

Überschwemmungen, Abflussachse, Karsterscheinungen, bergbauliche Risiken, Einstürzungen, Erdbeben, seismische Risiken, usw.

2.3. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 2)

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten, mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

3. Ggf. die voraussichtlichen spezifischen erheblichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, wenn die Eintragung eines Gebiets vorgesehen ist, in dem sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt (im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG) verbunden sind, oder wenn die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorgesehen sind (Art. D.VIII.33, § 3 Abs. 1 Ziffer 4)

4. Schlussfolgerung über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände

Die Schlussfolgerung beschreibt, in welchem Maße jede Thematik der bestehenden Lage ein Trumpf, eine Schwäche, eine Gelegenheit oder eine Bedrohung (Tabelle AFOM) im Falle der Durchführung der Revision des Sektorenplanes ist. Die Elemente ohne Verbindung mit dem Projekt werden nicht behandelt.

KAPITEL VI - Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt

Hier gilt es, die Einschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (sekundäre, kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Auswirkungen) der Komponenten des Vorentwurfs auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 6)

Die Auswirkungen sind zu unterscheiden, je nachdem es sich darum handelt, ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder ein Abbaugelände einzutragen, und dabei müssen alle möglichen Zweckbestimmungen dieser Gebiete berücksichtigt werden.

Wenn die Verwertung des bzw. der Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten oder der Abbaugelände in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Bei dieser Verträglichkeitsprüfung ist zwischen den Auswirkungen auf die Standorte des Planentwurfs und dem/den alternativen Standort(en) (definiert in Kapitel III Punkt 4) sowie auf die jeweiligen Nachbargebiete zu unterscheiden.

1. Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene,...)

1.1. Bebauter Bereich: *Beziehung des Projekts zur bereits bestehenden Siedlung und zu den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsschemen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen.*

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgt: *unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und -straßen (öffentliche und private Dienstbarkeiten und Vizinalwege), unterirdischen Rohrleitungen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, ...) elektrischen Leitungen, usw.*

1.3. Verkehr: *direkter und indirekter Verkehr - Anzahl Lkw pro Tag, Verkehrsstrecke (Herkunft-Bestimmung), Nutzlast, Lieferfahrzeuge, Besucher, Personal, mit der Einrichtung des Geländes verbundene Fahrzeuge, Sondertransport, Effekte auf das Autobahnnetz, Infrastrukturen und die Verkehrsströme, Schienenverkehr, Flussverkehr, landwirtschaftlicher Verkehr, aktive Transportmittel, usw.*

1.4. Sprengarbeiten: *Vibrationen an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf den Standort, usw.*

1.5. Lärm: *auf Höhe der nächstgelegenen Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebiete und empfindlichen Gebiete wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe.*

1.6. Luft und Klima: *Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.*

1.7. Topographie und Landschaften: *während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte erstellen.*

2. Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten: (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten,...) (Art. D.VIII.33, Abs. 1 Ziffer 7)

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden: Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie

4.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems: Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, Aufwertung des Sumpfwassers, usw.

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems: Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Grubenwasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

5. Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt

Während und nach der Durchführung des Entwurfs, Beschädigungen und Verluste von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete, ökologische Verbindungen, insbesondere auf regionaler Ebene, ... (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG)

Die Auswirkungen des Planentwurfs auf vorhandene geschützte Arten und Lebensräume

von gemeinschaftlichem Interesse müssen im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur ebenfalls genau geprüft werden.

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 5)

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten, zu identifizieren, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, inwieweit diese Merkmale durch den Planentwurf abgeändert werden könnten.

KAPITEL VII - Überprüfung der Maßnahmen, die durchzuführen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und die positiven Auswirkungen der Umsetzung des Planentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern

1. Darstellung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 10)

Bei den Abgrenzungsvarianten handelt es sich um Variationen des Grenzverlaufs der Gebiete.

Es geht darum, die Richtigkeit der Abgrenzungen zu überprüfen, so dass die Grenzen mit bereits in der Sachlage bestehenden geographischen Grenzen, d.h. vor Ort sichtbaren Grenzen übereinstimmen: Straßenränder, Ränder, Wasserläufe, Lebendhecken, Baumreihen, große Böschungen usw.: auf der IGN-Karte sichtbaren Grenzen (idem- die Tatsache, dass sie auf der Karte dargestellt sind, bestätigt ihre Wichtigkeit für die Hecken, Wasserläufe usw.); gerade Ausrichtungen zwischen 2 auf der IGN-Karte sichtbaren Punkten; eine Höhenlinie auf der IGN-Karte oder eine Parallele in X Metern Entfernung von einer sichtbaren Grenze; Katastergrenzen.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckbestimmungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen.

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Entwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des GRE (Artikel D.I.1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- die optimale Ausnutzung der Potenziale und Gegebenheiten des Gebiets: die Minimierung der negativen und Förderung der positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich.

Unter Berücksichtigung der Gegebenheiten des Ortes ist zu prüfen, ob die Verpflichtung, an der Innenkante des Ganzen, das durch die Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten und die Abbaugelände gebildet wird, ein ausreichendes Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abschirmvorrichtung vorzusehen, erfüllt werden kann.

2. Einzuleitende Maßnahmen (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 8)

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen

Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Planentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden

2.1 Anpassung der vorschriftsmäßigen Gebietseinteilung (einschließlich der in Artikel D.II.21 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise)

2.2 Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften

Die eventuellen Zusatzvorschriften sind Folgende (Artikel D.II.21 § 3 des GRE):

- 1° die genauere Bestimmung oder Spezialisierung der Zweckbestimmung der Gebiete;
- 2° die Phasierung von deren Nutzung;
- 3° die Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;
- 4° die Verpflichtung, vor der Umsetzung der Gebiete ein lokales Orientierungsschema auszuarbeiten.

Die Zusatzvorschriften können von den Bestimmungen der Gebiete nicht abweichen.

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen

2.4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und der nicht reduzierbaren Restwirkungen

3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Art. D.VIII.33 Abs. Ziffer 5)

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz decken mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die „relevanten“ Ziele in Sachen Umweltschutz für den betreffenden Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Plans auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten der Europäischen Union festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur aus dem sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch aus den verschiedenen europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" entnommen werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 2)

Hier gilt es, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete anzugeben, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel VI, Punkt 7), falls der Planentwurf nicht umgesetzt wird.

KAPITEL VIII - Untersuchung der Ausgleichsmaßnahmen

Nur die als relevant betrachteten Elemente der vorigen Kapitel müssen analysiert werden. Die negativen und positiven Auswirkungen müssen identifiziert werden. Der Urheber der Umweltverträglichkeitsstudie kann Milderungsmaßnahmen oder eine Abgrenzungsvariante empfehlen.

KAPITEL IX - Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planentwurfs

1. Begründung und Vergleich des Planentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 10)

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage von Artikel D.I.1 des GRE und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als negative) Auswirkungen auf die Umwelt, in Betracht gezogene Maßnahmen, um jegliche erhebliche negative Auswirkung der Planentwurfs auf die Umwelt zu vermeiden und zu verringern und soweit irgend möglich auszugleichen, restliche Auswirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Planentwurfs erinnern.

Schlussfolgerungen über den Antrag und gegebenenfalls Angabe von Empfehlungen.

2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 12)

Es geht darum, die **bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen**, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer kann über Punkte, die in der Akte des Genehmigungsantrags und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Entwurfs zu bekräftigen sind, Ratschläge erteilen.

KAPITEL X - Beschreibung des Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Art. D.VIII.33, Abs. 1 Ziffer 11)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Begrenzungen des Berichts (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 11)

Der Verfasser des Berichts erläutert die Punkte, die nicht vertieft werden konnten und ggf. in zukünftigen Umweltbewertungen vertieft werden könnten.

Bibliographie

Glossar

Anhänge

(einschließlich einer Kopie der Studien, die bei der Ausarbeitung des Umweltverträglichkeitsberichts des Planentwurfs durchgeführt und/oder benutzt wurden)

Nichttechnische Zusammenfassung (Art. D.VIII.33 Abs. 1 Ziffer 13)

Inhaltsverzeichnis, gefolgt von der Liste der Karten, der Abbildungen und Bilder (mit den Nummern der Seiten, auf denen sie sich befinden).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist reichlich mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.

Dieses Dokument muss den Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf zusammenfassen und sie in eine klare, nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird. Es muss die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer zusammenfassenden Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 26. Mai 2021, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/6) einer Revision zu unterziehen, den Planentwurf zur Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und eines Abbaugebiets, das nach dem Ende seiner Bewirtschaftung zu einem Naturgebiet werden muss, zu verabschieden, und einen Umkreis von landschaftlichem Interesse zu streichen auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé) am Ort genannt "Carrières de la Warche" und auf Antrag der "S.A. Nelles Frères", um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen, und durch den ebenfalls beschlossen wird, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen sowie dessen Inhaltentwurf festzulegen, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 26 mai 2021.

Der Minister für Raumordnung,

W. BORSUS